

LE DEVOIR

Vol. LXXXIX - N° 266

MONTREAL, LE LUNDI 23 NOVEMBRE 1998

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

La guillotine de la réflexion

Il y eut Wilhelm Reich et son «*accumulateur d'orgones*», la machine à orgasme. Puis il y eut Burrhus Skinner et sa machine à enseigner. Avant eux, il y eut ce cher Pavlov et ses chiens qui accouchèrent du behaviorisme. Aujourd'hui, nous avons le chic du chic, le *nec plus ultra*, nous disposons d'un nouvel engin techno-pop. On a nommé: l'analyseur de perceptions. Qu'on utilise, et donc qu'on cautionne, la guillotine de la réflexion, vraiment...

L'analyseur de perception est cet outillage que la Société Radio-Canada a consommé la semaine dernière à la faveur du débat des chefs. On se souviendra qu'aux personnes invitées dans un studio, Radio-Canada avait remis une machine permettant de communiquer en temps réel leurs émotions. On se rappellera qu'un expert de la firme Angus Reid, sainte-patronne de l'analyseur en question, traduisait pour le commun des mortels, le commun des citoyens-citoyennes, les sensations politico-instantanées des personnes rassemblées par les soins de la société d'Etat. Dans la foulée de ces exercices on dissertait à qui mieux mieux. On devisait sérieusement. On analysait sans jamais remettre en question le bien-fondé de cette démarche intellectuellement absurde.

Pourtant, pourtant... La bébelle louée, à tous égards, par Radio-Canada est à la méthodologie sociologique, ce que la poudre de perlimpinpin est à l'évolution des marchés financiers. A savoir? Un mirage mystico-antique. Plus sérieusement, et ainsi que l'a souligné Gilles Gagné, directeur du département de sociologie de l'Université Laval, «*nous voici rendus à ne plus demander aux gens ce qu'ils pensent, mais bien à leur demander «quel effet cela a-t-il sur vous?»*».

Parce qu'elle gomme toute réflexion, parce qu'elle élague tout temps nécessaire à la pensée, parce qu'elle est le symbole technologique du behaviorisme, parce qu'elle est un emprisonnement du politique, donc du débat, la machine qui imprime cahin-caha une ligne blanche sur l'écran télé annonce peut-être que l'écrivain Isaac Asimov avait raison.

Dans une de ses nouvelles, dont on a hélas! oublié le titre, Asimov raconte la fable suivante: un jour, on décide de remplacer l'élection par un sondage. Cela fait, on peaufine, on raffine tout l'appareil socio-technique du sondage. Une fois cela accompli, que fait-on?...

On convient, on impose la politique suivante: une personne et une seule est sondée. Ainsi, la parole des citoyens fut à jamais captive. Et dire...

Et dire que la politique a commencé, il y a très très longtemps de cela lorsqu'on interrogea les Athéniens en leur posant la question suivante: «*Voulez-vous être libres ou vous reposer?*» Et les Athéniens de répondre: «*Nous voulons la liberté.*» Et l'autre de rétorquer: «*Si vous voulez être libres, il faut travailler.*» Par là, cet autre qui s'appelait Périclès n'entendait pas seulement le travail qui permet la fabrication du roulement à billes. Il entendait également le travail du coco. Celui qu'accomplissent les neurones.

Avec l'analyseur de perceptions, tout cela passe à la trappe. La trappe du marketing politique qui oblige des gens à réagir en temps réel et, ce faisant, ne renvoie pas à un univers qu'on voudrait être fait de sens. On réduit l'acte politique à un réflexe et non à un acte réfléchi. Et tout à coup, pour tous les conseillers en marketing politique, les experts en quantification et non-quantification des intentions des citoyens, c'est le bingo: la couleur de la cravate de tel candidat prend une importance jusqu'ici quasi nulle. A la limite, la bébelle techno-pop sacralisée par Radio-Canada symbolise à sa manière l'abolition du temps. Jus qu'à présent, on avait cru que la politique était justement l'espace du temps. On avait appris que la politique était moins consommatrice de court terme que l'économie. On avait appris que réduire la politique à un réflexe, donc à un slogan, c'était ouvrir les portes au totalitarisme. On chipote? Le mot est gros? Oui! Bon. Disons que ce n'est pas la faute des mots si certains d'entre eux sont gros.

Cela étant, il y a le nom même de l'engin: un analyseur de perceptions. Comment peut-on prétendre analyser une chose qui en soi n'est jamais achevée? Et si, après coup, on a sur tel propos de M. Bouchard ou M. Charest une opinion contraire à celle qu'on a déjà communiquée? Baptiser cette astuce technologique *analyseur de perceptions*, c'est en soi un non-sens.

Peut-être bien que l'analyseur en question condense parfaitement, et à sa manière il va sans dire, l'une des tendances de fond qu'on observe dans la société. A savoir que tout est fait, tout est mis en œuvre pour séduire les gens qui sont politiquement les moins caractérisés. Et comment s'y prend-on pour les séduire? En ayant de plus en plus recours à la technologie.

Technologie aidant, au lieu de favoriser la réflexion, d'élargir l'espace des débats, et donc d'y accorder le temps nécessaire, tout est fait pour réduire la pensée politique de chacun à un réflexe. A un instantané. Désolant!

D'autant plus qu'on fait ainsi le lit d'un faux-fuyant. Celui qui fait qu'on entend de plus en plus de gens dire: «*Ce n'est pas la peine de se mêler de politique, il y en a assez comme ça.*» Peut-être devrait-on se reposer. Et donc prendre du temps.

LES ACTUALITÉS

Le Salon du livre... devant un écran cathodique, page A 4



LE MONDE

Six églises incendiées à Jakarta: six morts, page A 7

L'ENTREVUE

John Saul: un frère insaisissable, page B 1



Charest talonné dans Sherbrooke

Chartrand deuxième dans Jonquière, devant le candidat libéral

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

L'avance des chefs de parti, chacun dans sa circonscription, reflète la tendance des intentions de vote au Québec. La réélection du premier ministre dans Jonquière ne fait pas de doute, mais l'élection du chef de l'opposition dans Sherbrooke n'est pas acquise. La performance de Michel Chartrand et de Marie Malavoy suscite l'étonnement.

Un sondage réalisé par la firme Sondagem pour le compte de la station de radio CHLT de Sherbrooke, entre le 18 et le 21 novembre, accorde une avance de

seulement six points de pourcentage au candidat libéral. Cette enquête d'opinion, effectuée auprès de 504 électeurs de la circonscription de Sherbrooke, et dont *Le Devoir* a obtenu copie, attribue 39,9 % des intentions de vote au candidat libéral Jean Charest, 33,9 % à la péquiste Marie Malavoy et 8,5 % à Patrick Rouillard de l'Action démocratique du Québec. Le taux d'indécis s'établit à 17,1 % des personnes interrogées.

Au cours de la même période, Sondagem a réalisé pour le compte de la station de radio CKRS de Jonquière, un sondage qui confère une avance insurmontable de 33 points de pourcentage au candidat Lucien Bouchard, qui recueille 51,7 % des intentions de vote des électeurs de

Jonquière. Effectué auprès de 502 personnes, ce sondage attribue 18,6 % à l'ancien leader syndical Michel Chartrand, seulement 13,8 % à la libérale Guylaine Caron et 3,9 % à Hélène Vigneault, la candidate de l'Action démocratique du Québec. Le taux d'indécis s'établit à 12 % des personnes interrogées. Pour ces deux sondages, la marge d'erreur statistique maximale est évaluée à plus ou moins 4,5 %, 19 fois sur 20.

Il ressort en outre de ces deux relevés d'opinion publique que le comportement électoral des gens de Sherbrooke et de Jonquière est essentiellement semblable à

VOIR PAGE A 10: SONDAGE

Raviver la flamme nationaliste



RENE MATHIEU LE DEVOIR

DANS UN DISCOURS ravivant la flamme nationaliste, Lucien Bouchard a demandé hier aux quelque 3000 militants réunis au Palais des congrès de Québec de se montrer vigilants pour obtenir «un mandat aussi fort que possible». Nos informations en page A 3.

Relance de Montréal

Les libéraux veulent abolir le ministère de la Métropole

Charest lui substituerait un organisme décisionnel d'élus municipaux

MARIO CLOUTIER
LE DEVOIR

Le Parti libéral abolira le ministère de la Métropole une fois au pouvoir. En lieu et place, le parti de Jean Charest privilégierait une organisation métropolitaine qui n'est pas sans rappeler la Commission de développement de la Métropole du gouvernement Bouchard. Cet organisme composé d'élus municipaux aurait toutefois un caractère décisionnel.

Les libéraux veulent également faire de Montréal une technopole du multimédia multilingue et un centre de haute technologie en favorisant, notamment, la commercialisation des produits de la recherche scientifique. Le PLQ souhaite voir la métropole émerger comme plaque tournante nord-américaine du transport des marchandises. Montréal devrait aussi être, selon les libéraux, un centre majeur de traduction et de publicité multilingues.

Ces orientations destinées à la relance de la métropole du Québec sont contenues dans le programme électoral complet dévoilé hier par le Parti libéral. Aucune présentation spéciale n'était prévue et le chef Jean Charest n'a pas commenté le document qui a été remis aux journalistes en transit vers les îles de la Madeleine.

Plusieurs éléments de ce document de 96 pages ont été dévoilés en cours de campagne électorale, mais il s'agit de la première présentation des positions officielles du PLQ sur les dossiers de Montréal, Québec, la culture, la langue, l'immigration, la justice, et les relations avec les autochtones.

VOIR PAGE A 10: RELANCE

ÉLECTIONS QUÉBEC 1998

- La chronique de Michel Venne: *Pep talk*, page A 3
- L'ADQ se transforme en parti arc-en-ciel, page A 2
- Le rire olympien de Lucien Bouchard, page A 2

La Géométrie des miracles reçue froidement à Paris

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

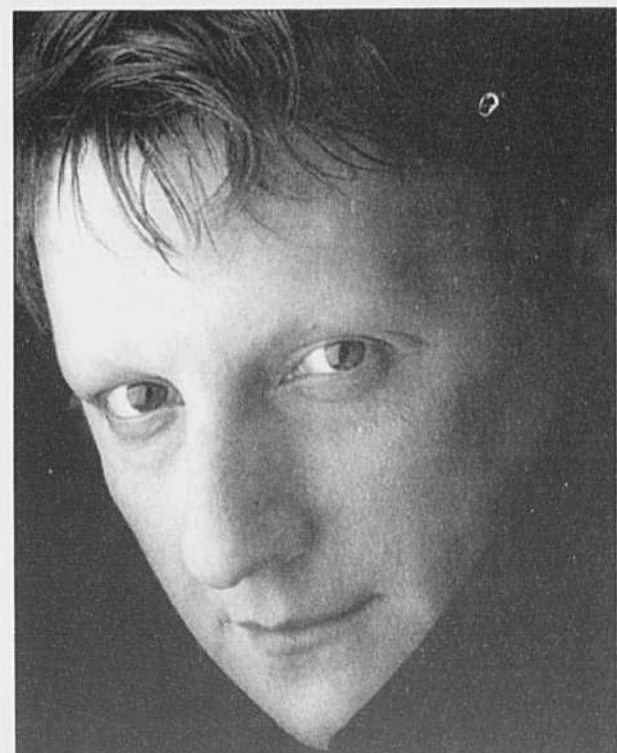
Une partie de la salle criait bravo, pendant qu'une autre huait et que la majorité se contentait d'applaudir poliment. C'est un accueil très mitigé qu'a reçu vendredi à Paris la dernière pièce de l'auteur et metteur en scène Robert Lepage.

La *Géométrie des miracles* fait escale cette semaine à la Maison des Arts de Créteil pour une dizaine de représentations après Toronto, Lisbonne, Salzbourg, Madrid, Barcelone, et avant Udine, Jérusalem, Londres (et possiblement Istanbul, Jérusalem et Singapour). Cette longue explication de texte sur l'œuvre de l'architecte américain Frank Lloyd Wright et celle du philosophe russe Georges Ivanovich Gurdjiev aura donc laissé le public français sur sa faim.

Robert Lepage est un acrobate. Un de ces équilibristes qui aiment construire des ponts entre les époques, les pays et les genres. Un zappeur invétéré qui jongle en équilibre sur les mythes d'aujourd'hui. Parfois il éblouit son public, le terrasse littéralement par sa virtuosité, parfois, il se casse la gueule.

On dira qu'il fallait tout un toupet pour se lancer dans cette histoire ambitieuse et imaginer la rencontre de Frank Lloyd Wright, partisan d'une architecture organique opposée à la production en série, et du philosophe épurien Georges Gurdjiev. Sans oublier Trotski, Lénine et Staline qui font de la figuration en arrière scène.

Le public est trimbalé du désert de l'Arizona aux plaines du Caucase où, autour de l'architect-



Robert Lepage

ARCHIVES LE DEVOIR

VOIR PAGE A 10: LEPAGE

MÉTÉO

Montréal Nuageux le matin. Eclaircies par la suite. Max: 9 Min: 4
Québec Nuageux. Max: 4 Min: 0
Détails, page A 7

INDEX

Annonces B 5 Le monde A 7
Avis publics A 6 Les sports B 5
Culture B 8 Mots croisés .. A 6
Économie B 2 Planète B 4
Éditorial A 8 Religions B 6
Entrevue B 1 Télévision B 7

www.ledevoir.com



ÉLECTIONS QUÉBEC 1998

L'ADQ se transforme en un parti arc-en-ciel

«On veut bâtir pour tous les Québécois», dit Mario Dumont

L'Action démocratique du Québec s'est donné une allure de parti arc-en-ciel, misant sur le plurilinguisme, lors d'une assemblée tenue hier dans un cabaret montréalais. Mario Dumont invite ses partisans à convaincre indécis et abstentionnistes de voter le 30 novembre pour le changement et pour l'ADQ.

CLÉMENT TRUDEL
LE DEVOIR

Dans une assemblée qui, par moments, prenait des allures de discothèque en ébullition, l'Action démocratique du Québec (ADQ) a tenu hier, à Montréal, à rappeler qu'elle est le seul parti apte à provoquer de vrais changements dans la vie politique québécoise et à empêcher péquistes et libéraux de «tourner en rond». Son chef, Mario Dumont, s'est également dit fier du «Québec nouveau» dont la brochure de candidats présents autour de lui fait la preuve: «on veut bâtir pour tous les Québécois», quelles que soient leurs origines.

Après avoir félicité «ces candidats et candidates qui ont fait campagne parfois dans quatre langues» — celui de Chomedey, Vicken Darakdjian, s'est limité à l'anglais et à l'arménien pour exprimer ses convictions — le chef de l'ADQ s'est engagé à presser le gouvernement québécois de puiser dans cette diversité, la région de Montréal étant reconnue pour héberger des gens qui s'expriment dans 80 langues différentes.

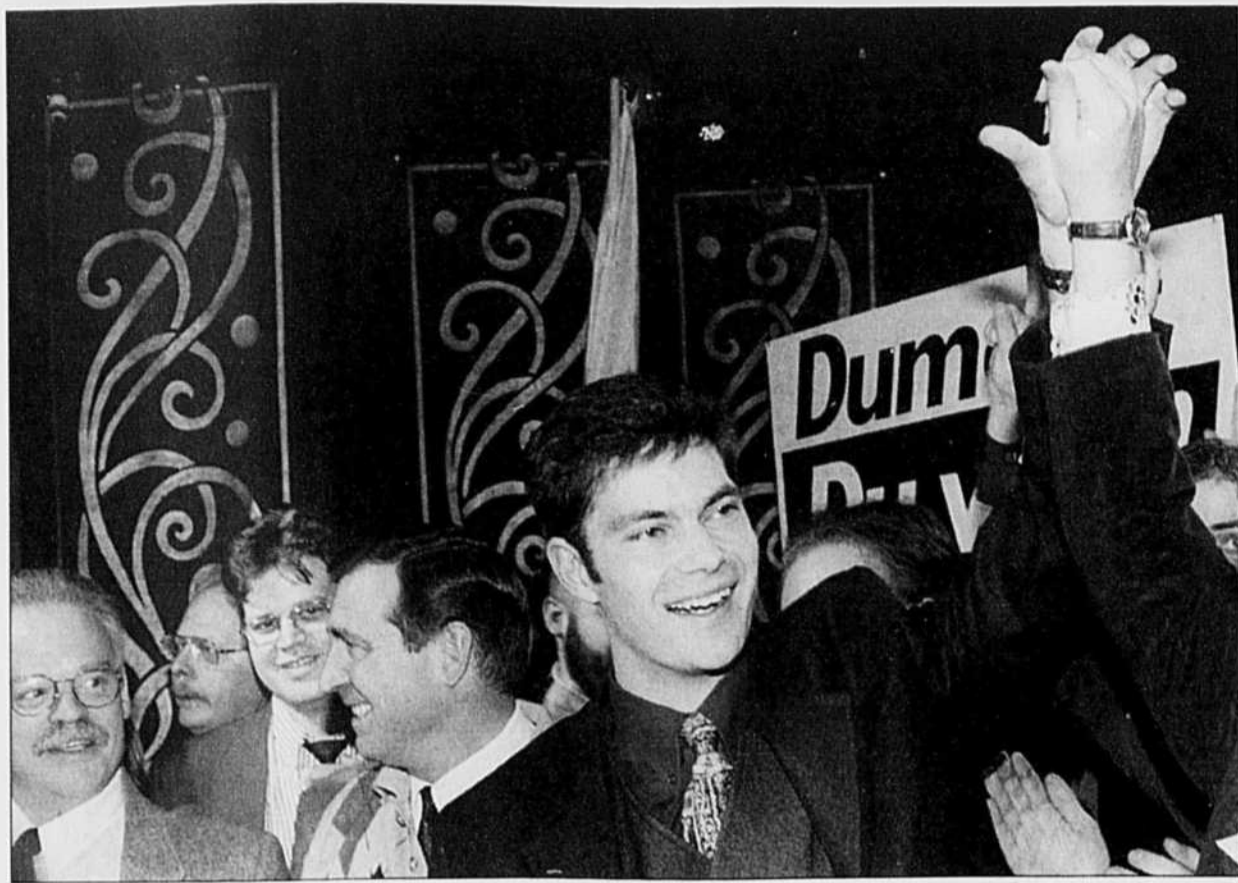
Près du tiers de sa brève allocution, Mario Dumont l'a prononcée en anglais, insistant sur la construction d'un «Québec plus fort pour tous» et lançant l'invitation à stopper le désastre que constitue l'exode des cerveaux et des talents. L'ADQ, a-t-il dit en substance, est un parti à l'esprit ouvert qui répète à tous les citoyens que «c'est ici au Québec» qu'il fait bon consacrer les énergies partout présentes.

Une condition préalable de cette ve-

sion d'un Québec à bâtir, «c'est d'avoir le moins de chicanes possible», dit le jeune chef qui a, de concert avec quelque 200 de ses partisans, chaudement applaudi Jean Allaire lorsqu'on a présenté ce dernier comme l'un des artisans principaux de la «réflexion nécessaire aux changements» envisagés par l'ADQ — M. Allaire n'est pas monté au micro pour s'adresser aux militants adéquistes. Paul Zaidan, qui est candidat dans l'Acadie, a pronostiqué une «tempête adéquiste qui ne cessera jamais».

Le trait le plus frappant de ce meeting tenu au Lion d'or fut son plurilinguisme: Eric Sigouin, candidat dans Sauvé, invita en italien, main sur le cœur, à voter «Mario» le 30 novembre, un autre adéquiste en lice eut recours à l'espagnol et au portugais pour dire sa fierté d'appartenir à un parti qui mise sur le changement; celui qui se présente dans Outremont pour l'ADQ, Elias Hondronicolas, martèle en anglais et en grec que «pour une fois, nous avons un vrai choix, une solution de rechange au parti libéral». Pour sa part, Patricia Saint-Jacques, enseignante, candidate dans Gouin, choisit l'allemand (qu'elle a appris par passion) pour défendre le Québec arc-en-ciel que son parti veut représenter, soit un pont entre les communautés et entre les générations.

Mario Dumont s'est fait attendre environ 45 minutes avant de traverser une salle qui lui fit une ovation. De nombreux membres de l'ADQ, plu-



Mario Dumont, hier: «Un Québec plus fort pour tous».

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

sieurs tenant dans leurs bras de jeunes enfants, ont tenu à serrer la main de leur chef qui n'eut pas de difficulté à continuer sur la lancée d'une assemblée qui avait scandé de multiples fois «Mario» et «Dumont, du vrai», comme on peut le lire sur les affiches de l'ADQ.

Les personnes qui se sont succédé au micro, dans cette salle enfumée et

broyante, ont répété qu'il fallait envoyer à Québec «une équipe parlementaire forte». Cette assemblée a rendu hommage à celui qui depuis quatre ans a «tenu le fort» à l'Assemblée nationale au nom de l'ADQ et Mario Dumont a utilisé amplement le leitmotiv d'une «union pour un Québec plus fort» avant de se livrer à un point de presse improvisé où ses propos — notamment sur la maigreur du

bilan du gouvernement Bouchard — se perdirent souvent dans le tintamarre d'un club bondé où il venait de signaler à chacun des adéquistes convaincus le devoir de «doubler» le vote adéquiste en allant convaincre des Québécois hésitants ou qui auraient tout simplement tendance à s'abstenir lors du scrutin du 30 novembre.

Un Sommet de la jeunesse

«L'heure des décisions est arrivée»

LE DEVOIR

La tenue d'un Sommet de la jeunesse ne devrait pas servir à reporter les décisions urgentes. Tel est le rappel fait hier au premier ministre Lucien Bouchard par Force jeunesse (FJ), organisme regroupant des jeunes travailleurs et professionnels. Le président de FJ, François Rebello, précise dans un communiqué que «dans plusieurs dossiers, l'heure des décisions est arrivée». Ce serait par exemple le cas en ce qui a trait aux clauses discriminatoires pour lesquelles toutes les consultations désirables ont déjà eu lieu. Le CA de Force jeunesse tenait hier une réunion d'où il ressort que le PQ et le PLQ éprouvent de la difficulté à voir les choses à long terme. FJ croit qu'un débat doit se tenir et qu'il importe de mesurer les impacts sur les jeunes générations avant de décréter des baisses d'impôt ou une augmentation des dépenses. Quant au parti de Mario Dumont, FJ croit qu'il n'est pas évident que c'est l'ADQ qui propose les meilleures solutions, même si son discours est centré sur les problèmes des jeunes.

Le suicide, un fléau à combattre

PRESSE CANADIENNE

À l'invitation de l'organisme Suicide-Action Montréal, des candidats des trois principaux partis politiques au Québec ont assisté hier, après-midi à une rencontre de sensibilisation au problème du suicide, particulièrement chez les jeunes.

Le libéral William Cusano, le péquiste André Boulerice et l'adéquiste Jacques Hébert ont tous reconnu que la prévention du suicide devait être une priorité d'intervention et qu'il fallait débloquent des ressources.

Aucun d'entre eux n'a toutefois chiffré les fonds qui devraient être alloués aux organismes qui luttent contre ce fléau.

Le président de Suicide-Action Montréal, Pierre Giard, a qualifié la rencontre de positive.

La lutte sera serrée aux îles de la Madeleine

Cap-aux-Meules (PC) — La lutte sera serrée aux îles de la Madeleine au scrutin du 30 novembre prochain.

Le chef libéral Jean Charest a attiré hier quelque 500 personnes au centre civique local, dans la même salle où le chef du Parti québécois, Lucien Bouchard, avait attiré une foule de même importance le 10 novembre.

M. Charest est venu appuyer le député libéral sortant, Georges Farrah qui fait face au péquiste Maxime Arsenau dans ce qui paraît être une lutte de titans. M. Charest est arrivé aux îles tard hier pour sa brève visite. Il était de retour à Québec le soir même.

M. Farrah a profité de l'occasion pour vanter son expérience de 13 ans comme député, une expérience qui lui permet, croit-il, de bien défendre ses commettants. Le député Farrah a aussi averti son chef qu'il réclamerait des avantages pour les étudiants insulaires obligés de poursuivre leurs études supérieures ailleurs au Québec.

Le vote par anticipation se poursuit

PRESSE CANADIENNE

Entrepris hier, le vote par anticipation se poursuit aujourd'hui de 14h à 21h.

Il est ouvert aux membres du personnel électoral, aux personnes handicapées ou aux personnes qui seront dans l'impossi-

bilité de voter le 30 novembre.

Tout électeur qui demande à voter par anticipation doit, avant d'être admis à voter, déclarer sous serment qu'il satisfait aux conditions requises. La liste électorale que les Québécois ont reçue à domicile indique l'emplacement des bureaux de scrutin.

Québec et les Jeux d'hiver de 2010

Bouchard a un rire olympien sur l'incertitude politique

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Québec — Lucien Bouchard se rit de l'incertitude politique que Jean Charest présente comme la menace liée à la réélection du Parti québécois. Dans la capitale qui tente d'obtenir les Jeux d'hiver de 2010, il l'a transformée hier en incertitude olympique.

M. Bouchard s'en est donné à cœur joie pour ridiculiser les libéraux, sortant de son texte officiel au plus grand plaisir de la foule enthousiaste et profitant de la politisation du dossier olym-

pique. L'Association olympique canadienne a choisi samedi dernier la candidature de la ville canadienne qui batillera au plan mondial pour recevoir les athlètes en 2010, alors que le résultat ne sera connu qu'au lendemain des élections après l'intervention politique de la ministre fédérale Sheila Copps.

Du coup, les gens de Québec sont plongés dans l'incertitude olympique jusqu'au premier décembre sur le sort de leur candidature, estime M. Bouchard qui a raillé: «Mais je peux les rassurer, les bulletins de votes ont été placés dans une urne hermétiquement scellée. Pour plus de sécurité, il y a même des gens qui pensent envoyer les boîtes chez Mme Copps.»

Un brin cabotin, le chef péquiste a ensuite raconté l'incertitude qui pour-

rait assaillir un sauteur à ski au moment où il plane et voit tout en bas les gens l'attendant aux abords de la piste. «C'est là que le sauteur risque une crise aiguë d'incertitude olympique. Qu'arrive-t-il, se dit-il, si la piste d'atterrissage quitte le Canada avant que je puisse me poser?», s'est amusé Lucien Bouchard.

Toujours sourire en coin, il a soumis aux militants «d'autres questions angossantes»: Dans un Québec souverain y aura-t-il encore de la neige? si la loi de la gravité devrait s'appliquer malgré la souveraineté, qu'en est-il des remonte-pentes?

Depuis le début de la campagne, Lucien Bouchard exploite régulièrement cette tactique de l'humour pour vilipender son adversaire.

DÉBAT POLITIQUE CONCERNANT LES TRAVAILLEURS AUTONOMES

en présence des représentants des partis politiques du Québec dont Madame la Ministre Rita Dionne-Marsolais pour le Parti Québécois

Modérateur

Marc Laurendeau

Mardi, le 24 novembre

de 10hres à 11hres 30

au Centre St-Pierre

1212, rue Panet

Montréal

Thèmes abordés

Mesures de soutien pour les travailleurs autonomes

Protections sociales

Mesures fiscales

Gratuit

organisé par le Réseau des travailleurs autonomes Grand

Plateau/Centre-Sud

Pour information (514) 281-2943



GUÉRIN

ODYSSÉES INTIMES
DES HISTOIRES DE CAS D'UN CHANGEMENT DE VIE

396 pages, 29,50 \$

James F.T. Bugental

Traduit par Jeanne Bourdon

Ce livre présente la narration captivante et éclairante d'un thérapeute et cinq patients entreprenant une odyssée intime vers la découverte de soi, dévoilant du chagrin, de la souffrance, de la croissance et de la joie en cours de thérapie.

James F.T. Bugental, docteur, a été reçu Visiting Professor à la California School of Professional Psychology, professeur émérite du Saybrook Institute, et conférencier clinique émérite à la Stanford University Medical School. Il a pratiqué et enseigné la psychothérapie pendant plus de quarante ans et a écrit quatre livres professionnels standard dans le domaine. Un maître thérapeute dans la tradition de May, Maslow, Rogers et Kelly, il habite à Novato en Californie.

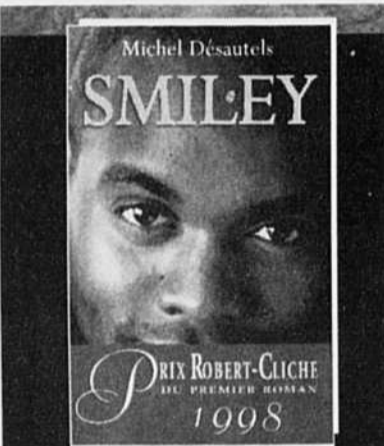
Jeanne Bourdon, psychothérapeute-sexologue, détient une maîtrise en sexologie clinique. Elle exerce en bureau privé, et en thérapie (individuelle, de couple, de groupe) elle privilégie l'approche existentielle-humaniste. Madame Bourdon anime des conférences et ateliers et supervise des professionnelles qui interviennent en thérapie de groupe. Ses nombreuses années en enseignement l'amènent à faire de l'éducation et de la prévention en sexualité humaine et face à la violence faite aux femmes.

Siège social :

GUÉRIN, éditeur ltée, 4501, rue Drolet, Montréal (Québec) H2T 2G2

Téléphone : (514) 842-3481 Télécopieur : (514) 842-4923

Adresse Internet : <http://www.guerin-editeur.qc.ca>



Un style élégant, très personnel [...].
Un bonheur d'écriture qui devient pour nous, jusqu'à la fin dramatique et inattendue, bonheur de lecture.

LISE LACHANCE, *Le Soleil*

Un grand cru [...]. Un coup d'envoi fort réussi.

STANLEY PÉAN, *Ici*

vib éditeur

Encore en train de courir après le cadeau idéal ?



Voici les 10 raisons principales qui font du téléphone SCP Clearnet le cadeau que tout le monde veut.

- 1 C'est le téléphone SCP bimode le plus vendu au pays.
- 2 Seul Clearnet offre un forfait de temps d'antenne illimité la fin de semaine. Cela représente plus de 11 000 minutes à partir de seulement 30\$ par mois (on pourra vous dire merci mille fois!)
- 3 Seul Clearnet offre la messagerie vocale, l'afficheur et l'appel en attente sans supplément.
- 4 Seul Clearnet facture à la seconde pour tout type d'appel.
- 5 Pas de frais d'itinérance au Canada.
- 6 Pas de frais de mise en service ni de microproce à acheter.
- 7 Aucun contrat à signer.
- 8 Une garantie de satisfaction de 30 jours sur votre appareil Sony.
- 9 Appels locaux gratuits le jour de votre fête.
- 10 Et si vous achetez un SCP Clearnet dès maintenant, vous obtiendrez gratuitement, au choix, un Walkman® Sports de Sony, un radio-réveil Dream Machine® de Sony ou quatre billets de cinéma Cinéplex.

le futur est simple™ • www.clearnet.com • 1 888 CLEARNET™

Offert chez les marchands participants. ™ Marques de commerce utilisées avec l'autorisation de Clearnet Communications Inc.

clearnet

scp



ÉLECTIONS QUÉBEC 1998

EN CAMPAGNE

Pep Talk

C'était jour pour fouetter les troupes. Samedi chez les libéraux. Hier au Parti québécois. Chaque chef à sa manière et selon la culture de leurs partis respectifs.

Chez les libéraux, parti de pouvoir, où les militants sont compétitifs et opiniâtres, M. Charest a joué sur l'image des manches retroussées. Samedi, il a jeté la veste et tout en continuant de parler, il a replié les manches de sa chemise bleue et martelé ses thèmes.



Michel Venne

Ces discours d'encouragement, ils sont adressés aux militants plus qu'aux électeurs. Certes, ils sont repris par les médias. Mais le chef tente de dire aux partisans quels arguments utiliser pour convaincre leurs voisins, leurs collègues, leur famille, de voter du bon côté.

Samedi M. Charest leur a suggéré d'adopter une approche défensive face aux péquistes. L'argument clé c'est que si le PQ est élu, toute l'action gouvernementale sera subordonnée à l'objectif d'un référendum sur la souveraineté. Le gouvernement deviendrait une immense cage à homards, pour reprendre l'expression de Jacques Parizeau. Il multiplierait les astuces. Il soumettrait tous ses projets et toutes ses décisions à une clause BPR : Bon Pour le Référendum.

Chez Bouchard, c'est autre chose. Au PQ, quand on veut fouetter les militants, il ne faut pas leur faire miroiter le pouvoir. Ce n'est pas suffisant. Il ne faut pas leur faire des peurs avec les conséquences d'une victoire de l'adversaire. On en a vu d'autres. Il faut leur servir la carotte de la souveraineté, un objectif qui, pour beaucoup de péquistes est la seule raison valable de faire de la politique.

C'est drôle que l'union sociale, un objectif si urgent vendredi, n'ait pas même été mentionnée une seule fois dans le pep talk péquiste d'hier. Plutôt, M. Bouchard, faisant d'ailleurs digression par rapport à son texte, a parlé du peuple québécois qui veut son pays. Les militants étaient debout et ils scandaient : «On veut un pays!»

M. Bouchard leur a répondu, en quelque sorte: si vous en voulez un pays, il faut d'abord se faire élire et pour se faire élire, il faut, le 30 novembre, que vous emmeniez avec vous, au bureau de scrutin, au moins cinq électeurs. «Acceptez-vous» leur a-t-il demandé? «OUI» ont-ils hurlé en brandissant des drapeaux.

Ce qu'il y a de remarquable chez les péquistes dans cette campagne, c'est qu'ils ont l'air de vouloir agir, comme Jacques Parizeau, en «bons soldats». M. Parizeau disait que pour faire avancer l'idée de souveraineté «tout est bon dans l'poulet». Même l'union sociale, dirait-on. Car M. Bouchard a beau parler de négociations constitutionnelles, on n'a vu aucun militant souverainiste s'en inquiéter publiquement.

Des lecteurs continuent de m'écrire leurs impressions quant aux sujets oubliés de cette campagne. Faites de même (mvenne@qbc.clic.net) J'ai reçu quelques communiqués officiels; d'une coalition pour l'accès à la justice qui voudrait que les partis s'expliquent sur la réforme de l'Aide juridique, laquelle restreint l'accès à un avocat pour les petits salariés; d'un regroupement d'organismes communautaires qui aurait voulu savoir ce que les partis politiques feront pour soutenir l'action communautaire autonome qui est de plus en plus appelée à suppléer aux services publics.

Sujets oubliés? J'ai reçu le message de Michel Gatignol : «depuis le début de cette campagne, aucun des partis en présence n'a avancé de solution au problème de l'analphabétisme, qui affecte près d'un citoyen sur sept au Québec. C'est pourtant une entrave majeure au développement socio-économique de notre société. Mais, j'imagine que ce thème n'est pas «porteur» pour les stratégies néolibérales des trois partis en présence, puisqu'une vigoureuse intervention de l'état serait nécessaire pour résoudre le problème».

Richard Turmel de Québec a dressé une liste de préoccupations négligées par les politiciens: le partage de la richesse; le pouvoir policier; la surveillance vidéo; le système électoral actuel qui favorise le bipartisme et empêche l'émergence de tiers partis; les services bancaires aux démunis.

«On parle beaucoup d'économie, ajoute M. Turmel, mais jamais de la façon de mettre l'économie au service des citoyens. On parle d'éducation mais pas de la façon de préserver l'indépendance de nos institutions qui satisfont de plus en plus la logique néolibérale au lieu de former des citoyens. En résumé, c'est la question de la citoyenneté et de la démocratie qui est totalement évacuée du discours public au Québec à une époque où le citoyen perd de plus en plus de pouvoir face à la machine étatique et face aux grandes entreprises.»

Devant 3000 partisans survoltés à Québec

«Un mandat aussi fort que possible»

Lucien Bouchard ne précise pas le pourcentage espéré

Décidé à obtenir un «mandat aussi fort que possible», le chef du Parti québécois, Lucien Bouchard, a livré hier, devant plus de 3000 partisans survoltés rassemblés au Centre des congrès de Québec, un discours sans pitié pour son adversaire libéral Jean Charest, qu'il soupçonne de vouloir «briser l'élan du Québec», d'être «l'homme du Non à la volonté d'affirmation du Québec».

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Québec — Après s'être distancé la semaine dernière des platebandes souverainistes, Lucien Bouchard y a replongé hier. Dans un discours ravivant la flamme nationaliste, le chef du Parti québécois a demandé à ses militants de se montrer vigilants pour obtenir «un mandat aussi fort que possible».

Ne se contentant pas de la victoire qu'il sent à portée de main, Lucien Bouchard en veut une tranchante. Du coup, il envoie chaque militant en mission afin de convaincre cinq personnes de voter en faveur du Parti québécois et de s'assurer qu'elles iront voter dans une semaine.

«Il n'y a pas de congé, il n'y a pas de répit. C'est une élection trop importante pour le Québec. Il n'y a rien d'acquis», a lancé Lucien Bouchard devant plus de 3000 personnes réunies au Centre des congrès à Québec.

M. Bouchard ne précise toutefois pas le pourcentage espéré. En 1994, Jacques Parizeau avait gagné avec une marge d'à peine 0,3 % sur son adversaire Daniel Johnson, recueillant 44,75 % des voix.

Comme pour être bien certain de laisser son adversaire libéral derrière lui, le chef péquiste y est allé d'une charge dévastatrice contre son adversaire Jean Charest. Il l'a présenté comme l'homme de la négation, celui qui broie du noir en disant non à la super SGF, à la loi du 1 % pour former la main-d'œuvre, au gel des frais de scolarité, au recours au référendum pour demander l'avis des Québécois et même à l'application du programme constitutionnel du Parti libéral.

Dans une tirade qui avait les effets d'une giflette aller-retour, M. Bouchard a réduit le chef du Parti libéral à «un champion olympique du sur-place» à un homme du passé. «L'effet Charest, c'est un effet suspensif, ça suspend la voix du peuple; c'est un effet spécial, ça fait disparaître notre rapport de force; c'est un effet de serre, ça enferme notre droit de nous exprimer; c'est un effet éteignoir, ça met le couvercle sur nos aspirations de peuple. Si on travaille bien, d'ici huit jours, si on fait le maximum de travail de terrain, de porte-

porte, de conviction, de sortie de vote, on peut faire de l'effet Charest un effet boomerang», a tonné Lucien Bouchard.

Ce dernier a fait une démonstration du peu de crédibilité de Jean Charest comme défenseur du Québec aux portes fédérales. «C'est la première fois dans l'histoire politique du Québec depuis plus de deux générations, qu'un chef d'un parti prend l'engagement d'arrêter le mouvement du Québec, de briser son élan. Après le 30 novembre, Jean Charest veut remettre le Québec au garage, avec son autobus de campagne et les mettre tous deux sur des blocs», a affirmé M. Bouchard.

Éloge de Lévesque et de Parizeau

Il avait d'abord souligné les actions de «l'ancien» Parti libéral dont les chefs ont tour à tour adapté leur programme aux impératifs des mouvements sociaux. Par la même occasion, il a fait l'éloge de René Lévesque et de Jacques Parizeau. «Chaque leader a ajouté sa pierre», a-t-il laissé tomber pour bien faire voir le fossé idéologique qui sépare M. Charest des chefs d'État depuis les années soixante.

Nulle part dans son discours, il n'a fait mention de l'entente d'union sociale avec les autres provinces canadiennes dont il a pourtant fait une urgence la semaine dernière. Ripostant à la tentative de Jean Charest de miser sur les conséquences négatives d'un référendum, M. Bouchard avait décidé de ramener sur la table le consensus autour de l'union sociale intervenu en août dernier et insisté pour que cette entente soit négociée et conclue d'ici la fin de l'année. Il s'agit, précisait alors M. Bouchard d'avoir un rempart aux intentions d'Ottawa qui seront présentées lors du dépôt du budget fédéral en février prochain.

Mais ce qui était alors décrit comme une étape obligée avant la tenue d'un référendum, a été complètement écarté hier. Lucien Bouchard s'est appliqué à fouetter la ferveur souverainiste. Sortant de son texte officiel, il a clamé qu'au-delà du programme constitutionnel du Parti québécois, il y a un objectif pour



DIDIER DEBUSSHERE REUTERS

Lucien Bouchard et son épouse Audrey Best, hier, à Québec.

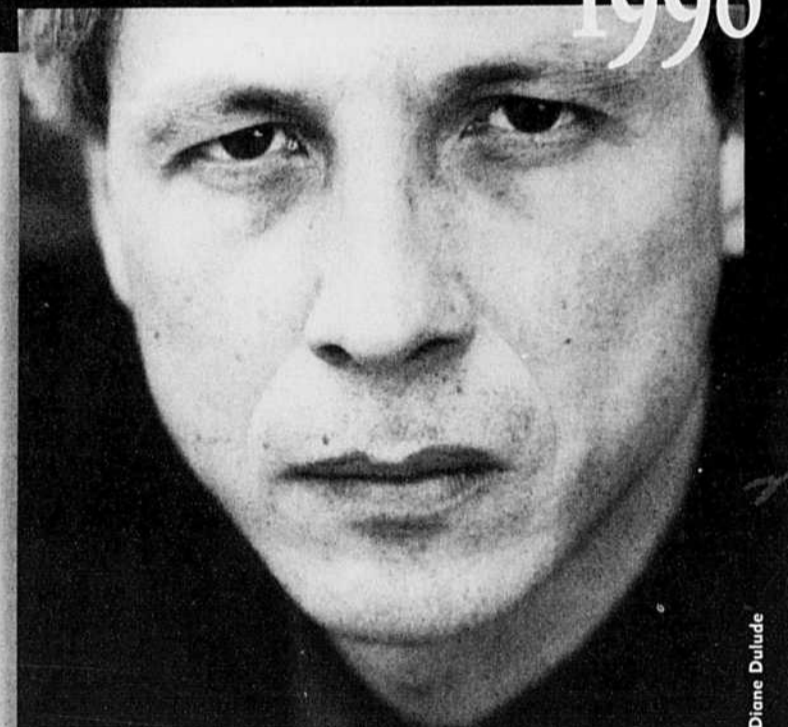
tout un peuple. «Et un peuple a droit d'avoir un pays. Un peuple qui décide par référendum, qui fait avancer le Québec, un référendum gagnant», s'est enflammé le chef du PQ. Ce dernier a longuement été applaudi par les militants qui scandaient «on veut un pays».

Il a également beaucoup insisté sur son dernier engagement, soit la tenue d'un sommet pour la jeunesse, la principale cible du chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont. Hier matin, devant près d'une centaine de jeunes péquistes, il a promis que ce sommet sera un «grand mouvement d'espoir». «On ne s'en ira pas là pour faire une grande messe sans lendemain. [...] Quand on discutera avec vous, on sera à l'aube du déficit zéro», a déclaré M. Bouchard.

À ces jeunes, à qui il dit qu'il faudra avoir le courage de tout regarder, Lucien Bouchard a aussi rappelé l'importance d'aller aux

urnes lundi prochain. «Ce n'est pas tout d'avoir un idéal. Dans une démocratie, ça commence par l'exercice du droit de vote», a-

til indiqué. Ce dernier a même présenté la jeunesse comme la motivation de concrétiser l'objectif du déficit zéro.

Grand Prix
du livre de Montréal
1998

Diane Dutilleul

Gaétan SOUCY
L'Acquittement

126 PAGES • 16,95 \$

«Petit bijou d'une netteté cristalline, qui vous laisse pourtant dans un trouble entêtant comme un parfum, à vous y faire replonger en finissant.»

Raymond BERTIN, La Presse

«Avec la beauté de sa littérature [...], Gaétan Soucy est prestement pardonné d'avoir tout enveloppé d'un parfum énigmatique.»

Marie-Andrée CHOUINARD
Le DevoirBoréal
Qui m'aime me lise.

http://www.editionsboreal.qc.ca

Jacques Lamarche

LE PRÉSIDENT BÉLAND

BIOGRAPHIE DU 8^e PRÉSIDENT DU MOUVEMENT DESJARDINS
M^{re} Claude Béland

LE PRÉSIDENT
BÉLAND

GUÉRIN

GUÉRIN Montréal Toronto

4501, rue Drolet
Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923
Adresse Internet: http://www.guerin-editeur.qc.ca
Courrier électronique: france@guerin-editeur.qc.ca

• LES ACTUALITÉS •

L'amour est-il soluble dans le capitalisme?

Des psychanalystes de l'école lacanienne tiennent un colloque à Montréal

Souvent mise au rancart au profit de thérapies pharmaceutiques, la psychanalyse n'est pas morte à Montréal. Ce week-end, un groupe de l'école lacanienne se réunissait sur le thème des crises humaines.

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

Dans la vie scolaire comme dans nos amours, pour ne citer que ces deux cas, nous avons développé une attitude capitaliste qui conduit souvent à l'échec du couple, ou à celui d'un certain développement scolaire. C'est entre autres ce qui se dégageait hier d'un colloque de l'école lacanienne de Montréal, portant sur les crises humaines.

«Le système capitaliste est un système qui détruit la dimension de l'amour», dit Jean-Paul Gilson, psychanalyste d'origine belge et organisateur de l'événement. Le capitalisme prévoit en effet que l'on ne fasse rien sans espérer y gagner quelque chose. Or, «la structure de l'amour prévoit le don de sa propre perte», soutient-il. En fait, l'amour a tellement pris une dimension capitaliste, constate-t-il, qu'on en est venu à considérer même la naissance d'enfants comme un «gain».

En milieu scolaire, les élèves ont souvent aussi une attitude capitaliste, constate Julie Bellavance, enseignante

de philosophie au cégep Maison-neuve, qui a une formation en psychanalyse. L'enseignement a pour but de donner des notes qui mèneront à un diplôme. «Je ne vois pas comment un étudiant peut prendre la philosophie comme un objet dont il faut faire quelque chose», disait-elle en atelier. Dans le contexte du système scolaire, constate-t-elle, il est difficile d'aller chercher les projets que les élèves ont à l'intérieur d'eux. Ce qui l'amène à se demander: «est-ce que le savoir est compatible avec le capitalisme?».

Par ailleurs, renchérit pour sa part Martin Pigeon, également psychanalyste, dans le monde scolaire, on forme de plus en plus les élèves en fonction des besoins des entreprises. Or, dit-il, il n'y a pas de meilleure façon d'accélérer la démission du sujet.

«Où est la place pour que le désir du sujet puisse se déplier et s'épanouir?», demandait-il.

Cependant, soutiennent les représentants de l'école lacanienne de Montréal, «contrairement à l'opinion la plus répandue, la crise est l'état ordinaire des choses. Notre aveuglement

pourrait vouloir faire croire le contraire».

En effet, admet M. Gilson, le discours lacanien tranche avec l'idéalisme classique. L'étude de Lacan est cependant porteuse d'une éthique de la parole et de la vérité. Et ces deux composantes de la psychanalyse peuvent entraîner des changements profonds chez le sujet. Or, dans la société actuelle, le mensonge circule plus souvent qu'à son tour. Le parlement politique, par exemple, n'est-il pas un endroit où «l'on parle et ment» lance Gilson. Dans le bureau d'un psychanalyste, on essaie de dire sa vérité. Le procédé implique que la prise de parole ait des conséquences.

Les ateliers du colloque portaient autant sur les thèmes de la politique, de la vie scolaire, la toxicomanie, les croyances, et le travail.

«C'est le fait de ne plus pouvoir soutenir une certaine dignité de vivre qui mène à la psychanalyse», dit Martin Pigeon.

Fondée récemment, l'école lacanienne de Montréal regroupe quelque membres actifs dont une dizaine d'analystes.

Selon Martin Pigeon, cette école est nécessaire parce qu'elle permet aux psychanalystes de témoigner de ce qu'ils entendent avec leurs clients en analyse.

Un café-cinéma et des livres

MARC CASSIVI
LE DEVOIR

Onze heures du matin dans la bourgade éphémère du livre. Le labyrinthe de stands fourmille déjà d'écoliers qui bouquent et, surtout, passent le temps, le bon, loin des classes. Écrivains, éditeurs et tout ce que compte de personnages le milieu de l'édition — sans oublier les journalistes — profitent de l'embellie pour célébrer, en grande pompe, le livre.

Dans la pénombre d'un café, une vingtaine de gens détonnent du reste de la faune bibliophile. Pour eux, ni lectures, ni emplettes, ni furetage, ni pied de grue, ni chasse aux griffes d'auteurs ne sont au menu. Leur prochaine heure au Salon du livre de Montréal se déroulera assise... devant un écran cathodique.

Sur pellicule, le poète et député Gérard Godin s'arrête brusquement devant la vitrine d'un commerce du plateau Mont-Royal, dans sa circonscription de Mercier. Il a aperçu cette inscription: Godinho. Au cours des prochaines minutes, il tentera en vain, ainsi que sa compagne Pauline Julien, de convaincre un commerçant portugais — dont il prétend être le cousin... — du bien-fondé de la démarche souverainiste.

Deux dames d'un certain âge, qui viennent de prendre place au nouveau café-cinéma du SLM, s'interrogent. «Je pense que c'est celui qui est mort», lance l'une d'entre elles. «Je pense bien que oui», rétorque l'autre. Aucun écolier ne s'aventure parmi les cinéphiles et autres curieux. Et pourtant, le café-cinéma se trouve juste derrière le plus imposant flot de bandes dessinées de la Place Bonaventure.

Pour la première fois, un café a été aménagé au Salon du livre afin de permettre la projection de films et de documentaires. Sur deux écrans, séparés par quelques tables et un comptoir où des muffins sont toujours emballés, on présente des films intimement liés à l'univers du livre. Une programmation comme un pactole, sans pacoilles.

Ainsi, sont proposés en boucle, tous les jours, de très beaux films tels que l'impressionniste *Voyage illusoire*, le périple de l'écrivaine sino-québécoise Ying Chen (*La Mémoire de l'eau, Lettres chinoises*) jusqu'à son Shanghai natal, raconté par le cinéaste George Dufaux, *Les Mots dits*, la vidéo-poésie de Marie Brodeur qui met en avant-scène les auteurs contemporains Yolande Villemaire, Suzanne Jacob (toute récente lauréate du Prix du Gouverneur général «poésie»), Hélène Monette, Claude Beausoleil, Tony Tremblay et le «touche-à-tout» KC LMNOP, ainsi que *Gabrielle Roy*, le documentaire de Léa Pool qui a ravi la critique il y a quelques mois et obtenu deux prix Gémeaux.

«Chaque année, nous proposons de nouvelles idées. Celle du café-cinéma nous est venue très rapidement. Il y avait un lien naturel: les lecteurs sont souvent aussi des cinéphiles», explique Francine Bois, directrice du Salon du livre de Montréal. «Nous avons choisi parmi ceux qui étaient disponibles les films traitant de l'écriture, de la lecture et du livre», dit-elle.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Au Salon du livre, hier.

«Nous avions le souci de choisir des films récents», précise Louise Forget, qui a élaboré la programmation. Et puis nous avons aussi voulu souligner des événements comme le cinquantième anniversaire du *Refus global*, le dixième anniversaire de Félix Leclerc et la mort de Pauline Julien.»

Dans le cadre du cinquantenaire du *Refus global*, l'équipe du SLM présente donc *Claude Gauvreau poète*, un hommage à l'un de nos plus grands auteurs ainsi qu'au mouvement automatiste. C'est la première fois que je la chante, un portrait de Félix Leclerc, veut également souligner l'anniversaire du décès de notre plus grand barde. *Raymond Lévesque, d'amour et d'amertume*, ainsi qu'*Une étrange histoire*, un hommage à Gilbert Langevin, rappellent l'héritage légué par certains des plus importants poètes québécois. Les inconditionnels de Marie-Claire Blais pourront quant à eux voir *L'insoumise*, un brassage d'idées critiques de l'auteur et de ses personnages.

Victoire de Godin

Onze heures vingt-cinq dans la bourgade éphémère du livre. Les deux dames d'un certain âge ont quitté le café-cinéma. Gérard Godin célèbre à l'écran sa victoire électorale sur l'ex-premier ministre Robert Bourassa, celui-là même qui l'a fait emprisonner six ans plus tôt pendant la crise d'Octobre. «Un des plus beaux orgasmes de ma vie», confie Godin, l'ancien journaliste pourfendeur d'idées reçues. *Surtout, un orgasme avec 13 000 électeurs.*

Le choix du documentaire *Québec... un peu... beaucoup... passionnément...* de Dorothy Todd Hénault, un fascinant et émouvant regard sur le mouvement souverainiste à travers le parcours artistique et politique du couple Gérard Godin-Pauline Julien, a été arrêté avant la mort de la grande chanteuse, il y a quelques semaines. La directrice du SLM se défend d'ailleurs d'avoir programmé un film qui pourrait sembler controversé dans le

contexte de l'actuelle campagne électorale. «Le choix a été fait avant même que l'on sache que le Salon aurait lieu pendant la campagne électorale. C'est un hasard. De toute façon, le Salon du livre est apolitique et il va le rester», insiste Francine Bois.

La soirée d'inauguration du plus grand happening littéraire québécois s'est pourtant déroulée, jeudi, dans la tourmente politique, lorsque la ministre fédérale Lucienne Robillard a laissé entendre que son gouvernement financerait le Printemps du Québec à Paris. Ce à quoi le président d'honneur du Salon, Jean-Claude Germain, avait promptement rétorqué: «L'initiative du Printemps du Québec est bien extraordinaire, mais c'est le Québec qui l'a faite.»

Au départ, les organisateurs du Salon du livre avaient projeté de présenter sur deux écrans, reliés par câble, chacun des films. Le hasard, et quelques problèmes techniques, en ont voulu autrement. On trouvera donc un écran qui respecte la programmation... et un autre qui livrera pour ainsi dire ses surprises spontanées aux spectateurs.

«De toute façon, les films ne sont jamais programmés aux mêmes heures selon les journées, ce qui permet au public de les visionner au moment qui lui convient», constate Francine Bois, qui s'avoue très heureuse des premiers balbutiements de ce 21e Salon du livre de Montréal. «C'est bien parti, dit-elle. Je ne suis pas inquiète. Mais je ne livre jamais mes impressions avant la fin du Salon. On ne sait jamais ce qui peut arriver!»

Onze heures cinquante dans la bourgade éphémère du livre. *J'ai fait le plus beau voyage*, chante avec sa verve habituelle Pauline Julien. Gérard Godin, qui se sait désormais atteint d'une tumeur au cerveau, lance ces paroles d'espoir: «On peut tout si on veut. C'est ce que m'a appris ma maladie.» Les cinéphiles du Salon du livre se lèvent. Ils vont rejoindre les écoliers.

31475\$

Transport et préparation inclus

489-3831
ovale@generation.net

PARTIR POUR LE MAROC

Imaginez ceci...

- Une semaine au spectaculaire **Palmeraie Golf Palace** à Marrakech.
- Un parcours de golf exceptionnel, dessiné par Bobby Trent Jones.
- Un club bouse comme aucun autre, avec six restaurants et cinq piscines.
- Un service 747 de **Royal Air Maroc**, «les caravaniers du monde»

vous invitent à participer au concours:
Abonnement fidélité Le Devoir
Vous n'aurez qu'à vous abonner pour une période minimum de trois mois à recevoir **Le Devoir** à votre porte six jours semaine et votre nom sera inscrit au concours.

Le concours se termine le vendredi 11 décembre à 21h

Tirage le 18 décembre 1998

Valeur de **3 800 \$**

Pourquoi pas un lundi passionnant?

LUNDI 23 NOVEMBRE
9 h à 15 h - Matinées scolaires

Lucie Papineau rencontre
11 h - Robert Soulières
12 h - Eve Tharlet
12 h 45 - Gilles Tibo
13 h 30 - Dominique Demers
17 h 30 - Lancement du site Internet *Adaptation scolaire et sociale*.
15 h - CIBL / Cabaret de l'Histoire, avec Jean-Claude Germain.
19 h - Rencontre avec Enki Bilal, — animé par William Swift et Sandro Forte.

... et c'est pas fini, le Salon est ouvert jusqu'à demain!

Livrez-vous à vos passions!

EXPOSITIONS :

- Les prix littéraires / les beaux livres à consulter, Place Loto-Québec
- Les anniversaires des exposants - l'histoire, Place Alcan
- La nuit à lire debout - affiches des quatre finalistes et du gagnant
- Des livres qui s'ouvrent sur le monde (Les 40 ans des Éditions de l'Homme)
- Les revues littéraires au Québec (SODEP)

Programme complet au Salon du livre de Montréal et sur le site Internet.

Judi :	17 h à 22 h	Adultes :	6 \$
Vendredi :	9 h à 22 h	Étudiants, aînés et membres de la FADOQ :	3 \$
Samedi :	10 h à 22 h		
Dimanche :	9 h à 22 h		
Lundi :	9 h à 18 h		
Mardi :	9 h à 18 h		

http://www.slm.qc.ca

Salon du livre de Montréal

du 19 au 24 novembre 1998, Place Bonaventure

• LES ACTUALITÉS •

COLLOQUES & CONFÉRENCES

L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC: ORIENTATIONS ET MUTATIONS
Université McGill
23 novembre
Stéphan Gervais: 398-3960

LA VIE QUOTIDIENNE EN FLANDRE D'APRÈS LES ŒUVRES DE BRUEGEL L'ANCIEN
Auditorium Saint-Albert-Le-Grand
25 novembre
ACTXG: 332-4126

Claude Béland, Pierre Paquette, Marc-Urbain Proulx, Claude Blanchet et Michel Boucher partageront leurs réflexions sur la place et le rôle de l'État québécois, le positionnement de l'économie du Québec dans la mondialisation des échanges, l'avenir du mouvement coopératif au Québec, les défis économiques des régions québécoises, le partenariat entre le secteur privé et le secteur public et l'apport des centrales syndicales dans la nouvelle donne économique. Entrée libre. Prière de réserver.

Bruegel l'Ancien est l'un des premiers peintres documentalistes de l'histoire. Riche en couleurs et en détails réalistes, son œuvre nous apprend beaucoup sur la vie des populations flamandes au XVI^e siècle. Il s'est particulièrement intéressé au monde rural, à la campagne et aux paysages. L'historienne Sylvie Perrier se sert de ce legs inestimable pour nous faire voyager dans le temps.

LE LÂCHER PRISE
Centre Saint-Pierre
25 novembre
Ginette Lefebvre: 524-3561
poste 401

CONFRONTER LA MORT: LA RÉALITÉ DES SOIGNANTS
Musée de la civilisation
24 novembre
Danielle Langlois: [418] 643-2158

Comment décrocher? Comment se séparer de ce qui a été important dans sa vie? Comment aborder ses peurs et récupérer le pouvoir de changer? Le psychoéducateur Gilles Deslauriers explique.

L'HISTOIRE AU TAMIS DE LA RECTITUDE POLITIQUE: QUERELLES DE MÉMOIRE AUTOUR DE GEORGE WASHINGTON, ALEXIS CARREL ET LIONEL GROULX
Couvent Saint-Albert-le-Grand
25 novembre
Info: 279-2846

Dans le cadre d'une série de rencontres-débats sur le thème de la bioéthique, le Musée reçoit Michel Morissette, Jean-Michel Guay et Françoise Legault pour parler de l'accompagnement des mourants. Les décisions touchant les cessations de traitements ou les refus de traitement sont parmi les plus difficiles pour les malades et les soignants. Quels principes guident leurs décisions? C'est gratuit mais il faut réserver.

L'historien Stéphane Stapinsky fait le point sur une question chaotique de notre histoire, comme de toutes les histoires: l'antisémitisme. La présente causerie visera donc à éclairer le cas québécois à partir de l'examen de deux autres campagnes d'épuration toponymique survenues récemment: celles visant, aux États-Unis, les pères fondateurs de la république, et en France, la figure controversée du scientifique et philosophe Alexis Carrel.

Isabelle Quentin:
iquentin@sim.qc.ca

LE DOSSIER PINOCHET
Université McGill
25 novembre
CERD: 395-3507

Sous le thème «Un dictateur face à la justice», Rosalind Boyd, Marcello Solervicens, René Provost, Barbara Bedont et Francisco Bozzano-Barnes, après avoir rappelé l'histoire chilienne depuis 1973, discuteront des aspects juridiques à l'échelle internationale, de la Cour criminelle internationale et du rapport Canada-Amériques. Un débat suivra sur la question: quelles actions pour l'avenir?

Des dollars américains à la tonne pour le bogue de l'an 2000

«Il n'y a pas grand-chose à craindre»

ASSOCIATED PRESS

Washington — L'Association des banquiers américains se veut rassurante: «il n'y a pas grand-chose à craindre» du bogue de l'an 2000, ce fameux cafoillage informatique qui fera confondre l'an 20(00) et l'an 19(00) aux ordinateurs enregistrant les dates par leurs deux derniers chiffres.

Les distributeurs automatiques de billets, les cartes de crédit, les chèques et les autres services bancaires passeront sans encombre du 31 décembre au 1^{er} janvier, affirment

les établissements de crédit. Plus que tout, ils craignent que des millions d'Américains, pris de panique, ne vidant leurs comptes en décembre 1999... et ne deviennent, en plus, des proies faciles pour les filous. L'Association des banquiers américains déconseille notamment de se fier aux escrocs qui proposent de «garder à l'abri» l'argent des gogos pour passer le 31 décembre.

Il y aura assez d'argent liquide «pour répondre à toutes les demandes», ajoute Brian Smith, directeur de recherche économique et politique pour la Communauté américaine des

banquiers. La dernière semaine de 1999, «avez quelques dollars d'avance» comme pour les jours fériés, conseille Michael ter Maat, de l'Association américaine des banquiers. Au pire, il pourrait y avoir des pénuries locales et «limitées», selon Michael Zucchini, vice-président et technicien chef pour le Fleet Financial Group, basé à Boston.

De son côté, la Réserve fédérale mettra 50 milliards de dollars supplémentaires en circulation.

D'ici la fin de l'année prochaine, 200 milliards de dollars seront gardés dans les coffres du gouvernement, au lieu de 150 milliards de dollars habi-

tuement, s'ajoutant aux 460 milliards de dollars en circulation aux États-Unis et à l'étranger.

Des sept secteurs prioritaires déterminés par la Commission sénatoriale sur l'an 2000, celui des services financiers est «le mieux armé», estime Robert Bennett, président de ce groupe.

En attendant le fatidique 31 décembre 1999, l'industrie bancaire américaine consacre plus de huit milliards de dollars à la mise à niveau de ses systèmes informatiques, qui seront mis à l'épreuve tout au long de l'année prochaine.

Craintes pour le système de santé canadien

Edmonton (PC) — Un projet de loi à l'étude à l'Assemblée législative de l'Alberta suscite des craintes pour l'avenir du système public d'hôpitaux au pays.

Les adversaires du projet pensent que des compagnies américaines seraient libres d'envahir l'industrie canadienne de la santé — un marché de 80 milliards actuellement protégé par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Le projet de loi en question donnerait au ministre albertain de la Santé, Halvar Jonson, le pouvoir d'approuver la mise sur pied d'hôpitaux privés — comme celui qui propose un groupe d'investisseurs canadiens. Le Calgary's Health Resources Group, qui exploite une clinique privée, s'efforce de convaincre le ministre Jonson de lui permettre d'offrir des chirurgies pratiquées en milieu hospitalier, comme la mise en place de prothèses à la hanche ou au genou, entre autres.

Les entreprises américaines seraient alors libres d'envahir le marché canadien, protégé à l'heure actuelle par l'ALENA. Ce que nient les partisans du projet, dont le ministre Jonson, qui a l'appui d'un expert du pacte commercial continental. Le ministre soutient qu'il aura le pouvoir de rejeter toute incursion du secteur privé dans le système de soins de santé de la province. La plus grande crainte est cependant que la loi albertaine n'ouvre une brèche dans le mur protecteur du régime d'assurance-santé du Canada.

En effet, en vertu de l'article 1202 de l'accord de

libre-échange, le Canada doit accorder aux firmes américaines et mexicaines «un traitement non moins favorable que le meilleur traitement» accordé aux investisseurs canadiens.

M. Jonson avance cependant qu'une annexe relative à l'Alberta, comprenant une liste des services que la province a soustraits à l'application de l'ALENA, protège la province.

Selon M. Gordon Ritchie, un consultant d'Ottawa qui a contribué à rédiger le premier traité de libre-échange canado-américain, en 1988, rien dans le traité n'obligerait l'Alberta à ouvrir ses hôpitaux au secteur privé. Pour M. Kolkman, cet argument ne tient pas. «Une fois que vous décidez d'ouvrir le système de santé aux dispositions de l'ALENA relatives aux investisseurs, je pense qu'il est douteux que nous puissions ne l'ouvrir qu'à des investisseurs canadiens, à l'exclusion d'investisseurs américains.»

Kathleen Connors, de la Coalition canadienne pour les soins de santé, croit pour sa part que l'intrusion d'entreprises américaines dans le système de santé canadien fera grimper les coûts du régime. Elle craint qu'un nombre croissant de procédures ne soient retirées des services couverts par le régime, pour être accessibles seulement dans les hôpitaux et cliniques privées, ne laissant aux hôpitaux publics qu'un éventail limité de services.

Ces compagnies savent qu'il y a «des millions de dollars à gagner dans le système de santé canadien», dit-elle.

Trêve en vue entre Labatt et Molson?

Toronto (PC) — L'été dernier, les investisseurs institutionnels de Molson se sont réunis à Montréal, où un spécialiste de l'industrie leur a expliqué les mesures à prendre pour améliorer la situation financière du plus grand brasseur au pays. Le hic, c'est que le spécialiste en question était Hugo Powell, président de la brasserie Labatt, le plus grand rival de Molson.

M. Powell a entrepris une campagne pour convaincre les actionnaires de Molson et les analystes financiers que la performance du brasseur laisse à désirer. Certains observateurs semblent croire que sa démarche vise avant tout à éliminer la concurrence entre les deux grands fabricants de bière.

Selon les analystes, Labatt voit les choses de la façon suivante: l'industrie canadienne de la bière est un duopole, et les deux concurrents contrôlent plus de 90 % du marché. Ils devraient conclure une trêve et cesser de dépenser annuellement, chacun de leur côté, des sommes évaluées à 200 millions pour tenter de compter des dixièmes de points en parts de marché. Ils devraient aussi renoncer aux rabais et aux lancements coûteux pour faire connaître de nouvelles marques.

Michael Palmer, analyste pour First Associates, conclut que mine de rien, M. Powell tente d'amener Molson à la table de négociations.

Hugo Powell, un spécialiste en marketing de 53 ans dont l'entreprise n'est plus inscrite à la Bourse depuis que Labatt a été rachetée en 1994 par la Belge Interbrew SA, soutient que les profits annuels avant impôts de Labatt se chiffrent à 160 millions de plus que ceux de son rival. Et cela en dépit du fait que Labatt exploite une brasserie de plus que Molson, et que les deux entreprises comptent le même nombre d'employés — 3900 — au pays.

Élections 98

Cet espace vous appartient

Élections générales
du 30 novembre 1998

Du 18 au 25 novembre,
c'est la révision spéciale

Dernière chance pour apporter une
modification à la liste électorale.

Vous pouvez encore vous inscrire sur la liste électorale, corriger une erreur dans votre inscription ou faire rayer votre nom en vous présentant entre 10 h et 21 h à votre bureau de révision spéciale. Pour en connaître l'adresse, communiquez avec votre directeur du scrutin au numéro de téléphone qui apparaît sur la liste électorale que vous avez reçue. Ou encore, appelez-nous.

Toute nouvelle inscription sur la liste électorale effectuée lors de la révision spéciale permet de voter uniquement le jour du scrutin.

Assurez-vous d'être bien inscrit sur la liste électorale, c'est votre responsabilité.

N'hésitez pas à communiquer avec nous sept jours par semaine, en composant :

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

Site Web : www.dgeq.qc.ca
Courrier électronique : dgeq@dgeq.qc.ca



Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais : 1 800 537-0644



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte

Téléphone: 985-3344
Télécopieur: 985-3340

AVIS PUBLICS

Sur Internet:
www.offres.ledevoir.com

AVIS PUBLICS HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites
avant 16h00 pour publication
deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi:
Réservations avant 12 h 00 le vendredi

Publications du mardi:
Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: 985-3344 Fax: 985-3340



APPELS D'OFFRES ET SOUMISSIONS

Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent
obtenir de l'information sur les appels d'offres
ouverts et le résultat d'ouverture des plis d'Hydro-
Québec en visitant le site Internet de l'entreprise :

www.hydroquebec.com/soumissions
ou en composant un des numéros de téléphone
suivants :

Montréal et environs : (514) 840-4903
Extérieur : 1 800 324-1759

VEUILLEZ NOTER QU'À COMPTER DE JANVIER 1999,
L'INFORMATION SUR LES APPELS D'OFFRES OUVERTS
NE SERA DISPONIBLE QUE SUR LE SITE INTERNET.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC,
DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU
QUÉBEC, DIVISION DES PETITES
CREANCES, NO. 500-32-032595-987,
Le greffier pour et au nom de 111966
CANADA INC., Partie demanderesse -
vs- EMMANUEL LAZARRE, Partie
défenderesse, Le 31ème jour de
décembre 1998 à 12h00, au 1227, St-
Zotique Est, Montréal, Qc, district de
Montréal, seront vendus par autorité de
justice les biens et effets de:
EMMANUEL LAZARRE, saisis en cette
cause, consistant en : 1 système de son
Sanyo comprenant table tournante,
cassettes, radio AM/FM, synthesizer
coul. noir & acc., 2 haut-parleurs
Technics coul. noir/brun & acc. et
autres... Conditions - ARGENT
COMPTANT et/ou CHEQUE VISE.
Information: MICHEL LANDRY huissier
du district de Montréal, Albertson &
Associés, HUISSIERS - 514-278-2414 -
Fax: 278-9667, 7012, boul. St-Laurent,
suite 205, Montréal, PQ H2S 3E2.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC,
DISTRICT DE TERREBONNE, NO.
700-02-009434-987, COUR DU
QUÉBEC, GEORGES GRAVELLE,
Partie demanderesse -c- NICOLE
VALLIERES, Partie défenderesse. Est
par la présente, donné que les effets
mobiliers de la partie défenderesse
saisis en cette cause seront vendus au
905, Chemin Frensière à St-Eustache à
10h00 heures le 4 décembre 1998, à
savoir: 1 set de chambre antique, 1
radio réveil-matin, 2 lampes antiques, 2
lampes en porcelaine, 1 téléphone Bell,
1 sofa en cuir, 1 café, 4 raquettes, 1
machine à pens, 4 cadres, 1
réfrigérateur, 1 T.V. 12", 1 patère, 1 T.V.

26", jeux de société, 3 haut-parleurs, 2
lampes halogènes, 1 lot 50 disques, 1
lot 40 CD, 1 laveuse-sécheuse, 1 four
micro-ondes, 1 caméra numérique,
casiers à outils, outils, 1 set de cuisine
en mélamine, 1 piscine hors-terre, 1 set
de patio, 1 vélo de montagne, 1 ens. de
ski alpin, 1 sac de golf, 1 support d'auto,
raquettes, 1 ens. d'argenterie, 1 set de
valises, 2 scies circulaires, 2 sabieuses,
1 imprimante, 1 fax, 1 ordinateur & acc.,
1 meuble de TV, 1 bureau de travail, 1
téléphone sans fil, 1 four micro-ondes, 1
bahut, 1 radio-cassettes et CD, 1
bibliothèque, 1 échelle 5', 1 projecteur,
tracteur à gazon, 1 tondeuse, 1 fauteuil,
2 chaises berçantes, 1 vidéo, 1 sofa, 1
table de cuisine et 4 chaises, 2 traliers, 1
poêle BBO, 1 sac de golf. Lesquels
effets seront vendus pour argent
comptant ou au plus offrant et dernier
enchérisseur. Donné à St-Jérôme, ce 20
novembre 1998. AUDREY FORTIN,
HUISSIER DE JUSTICE: FILION &
ASS., HUISSIERS, 110 ouest, de
Martigny, St-Jérôme, Québec J7Y 2G1,
Tél: (450) 436-8282

Avis est par les présentes donné que
INA REGINA FLYSTROM, née le 8
septembre 1901, dont le dernier
domicile était situé au 7882, Thelma,
Lasalle, Québec, H8P 1X1 est
décédée le 20 mars 1995.
Un inventaire des biens de la défunte
a été fait par le liquidateur, Matti
Terho, et peut-être consulté au
bureau de ses procureurs, situé au
3400 Place-Victoria, Montréal,
Québec, H4Z 1E9.
Donné à Montréal, Québec, ce 18
novembre 1998.

soit acceptée et qu'une date soit fixée
à compter de laquelle la compagnie
sera dissoute.
Montréal, province de Québec, le
20ième jour de novembre 1998.
Les procureurs de la compagnie
STEIN & STEIN

9067-2759 QUÉBEC INC.
PRENEZ AVIS que 9067-2759
QUÉBEC INC., une compagnie
constituée en vertu de la Partie 1A de
la Loi sur les compagnies et ayant
son siège social en la ville de
Montréal, demandera à l'inspecteur
général des institutions financières de
la province de Québec, la permission
de se dissoudre selon les dispositions
de la Loi sur les compagnies.
DATE ce 18e jour de novembre 1998
LAFLEUR BROWN
Procureurs de la compagnie

2736-5758 QUÉBEC INC.
PRENEZ AVIS que 2736-5758
QUÉBEC INC., une compagnie
fusionnée en vertu de la Partie 1A de
la Loi sur les compagnies et ayant
son siège social en la ville de
Sherbrooke, Québec, demandera à
l'inspecteur général des institutions
financières de la province de Québec,
la permission de se dissoudre selon
les dispositions de la Loi sur les
compagnies.
DATE ce 18e jour de novembre 1998.
LAFLEUR BROWN
Procureurs de la compagnie

DEMANDE DE DISSOLUTION
(article 37, Loi sur la publicité légale
des entreprises individuelles, des
sociétés et des personnes morales)
Prenez avis que la
compagnie/corporation BEL
TOUCHE INC. ayant son siège social
au 430, Décarie, St-Laurent, Québec
H4L 3K9 demandera à l'inspecteur

général des institutions financières la
permission de se dissoudre et à cet
effet dépose au registre des
entreprises individuelles, des
sociétés et des personnes morales,
la présente déclaration requise par les
dispositions de l'article 37 de la Loi
sur la publicité légale des entreprises
individuelles, des sociétés et des
personnes morales.

LES PRODUCTIONS
MONTPELLIER INC.
Avis est, par les présentes, donné
que la Compagnie LES
PRODUCTIONS MONTPELLIER
INC. demandera à l'inspecteur
général des institutions financières la
permission d'obtenir sa dissolution.
Montréal, le 31 juillet 1998
Procureurs de la compagnie
POULLIOT MERCURE, S.E.N.C.

DEMANDE DE DISSOLUTION
(article 37, Loi sur la publicité légale
des entreprises individuelles, des
sociétés et des personnes morales)
Prenez avis que la
compagnie/corporation Legrand-
Glatzmayer Ltée. ayant son siège
social au C.P. 790, Succ. N.D.G.,
Montréal, Québec H3A 3S2
demandera à l'inspecteur général des
institutions financières la permission
de se dissoudre et à cet effet dépose
au registre des entreprises
individuelles, des sociétés et des
personnes morales, la présente
déclaration requise par les
dispositions de l'article 37 de la Loi
sur la publicité légale des entreprises
individuelles, des sociétés et des
personnes morales.
Robert Legrand

Pour guérir, il n'y a pas de miracle

1 800 567-ACDM



Donner, c'est leur redonner espoir

Avis public

Ville de Montréal

Service du greffe

Dérogation mineure

Conformément à l'article 524h de la
Charte de la Ville de Montréal, le
conseil, à l'assemblée qui sera tenue
le 14 décembre 1998, à 19 h, à l'hôtel
de ville, étudiera les demandes de dé-
rogation mineure suivantes sur deux
emplacements situés sur la rue Marie-
Anne Lavalée, identifiés comme étant
les lots 2389 et 2390 du cadastre de la
paroisse de Sault-au-Récollet:

Lot 2389:

- implantation d'un bâtiment résiden-
tiel de deux étages n'ayant pas au
moins 80 % de sa façade à l'aligne-
ment de construction, malgré l'article
58.3 du Règlement d'urbanisme
(R.R.V.M.,c.U-1);

- aménagement de terrasses localisées
en cour avant ayant une hauteur de
1,27 mètre par rapport au niveau du
sol, malgré l'article 410 du règlement
ci-dessus autorisant une hauteur maxi-
male de 1 mètre.

Lot 2390:

- implantation d'un bâtiment résiden-
tiel de deux étages n'ayant pas
au moins 60 % de sa façade à l'ali-
gnement de construction, malgré
l'article 58.3 du Règlement d'urbanis-
me (R.R.V.M.,c.U-1);

Toute personne intéressée peut se
faire entendre par le conseil municipal
relativement à cette demande,
en se présentant au préposé à la pé-
riode de questions, au rez-de-chaus-
sée de l'hôtel de ville, au moins 30
minutes avant l'heure fixée pour le
début de cette assemblée du conseil.

Montréal, le 23 novembre 1998

Le greffier,
M^{re} Léon Laberge

Avis public

Ville de Montréal

Service du greffe

Article 36a de la Charte

3^e Avis

Avis en vertu de l'article 36a de la Charte de la Ville de Montréal.

Le chef de la division géomatique au Service des travaux publics et de l'environnement
a approuvé, les 21 et 23 octobre 1998, en vertu de la résolution CE94 02575 du comité
exécutif du 21 décembre 1994 lui déléguant ce pouvoir, les descriptions de ruelles
suivantes, afin que la Ville devienne propriétaire en vertu de l'article 36a de la charte :

Description

« Ruelles situées à l'intérieur du quadrilatère mentionné ci-après et formées
des lots suivants du cadastre du Québec, circonscription foncière de
Montréal, plus explicitement décrites comme suit :

- Quadrilatère délimité par le chemin Barat, les avenues Atwater et Holton et le
chemin de Breslay (lots 1 066 586, 1 066 587 et 1 067 412) ». S980455036

« Ruelles situées à l'intérieur des quadrilatères mentionnés ci-après et formées
des lots suivants du cadastre de la Paroisse du Village de la Côte-
de-la-Visitation et du cadastre du Village de Hochelaga, circonscription
foncière de Montréal, plus explicitement décrites comme suit :

Cadastre du Village de Côte de la Visitation

- Quadrilatère délimité par l'avenue du Mont-Royal, par les rues Messier,
Marie-Anne et Parthenais (lots 9-148, 9-129 et 9-110).
- Quadrilatère délimité par l'avenue du Mont-Royal, les rues Messier,
Marie-Anne et Fullum (lots 9-201, 9-182 et 9-163).
- Quadrilatère délimité par les rues Rachel, Messier, Fullum et Marie-Anne
(lots 9-95, 9-73, 10-11 et 10-10).
- Quadrilatère délimité par la rue Rachel, l'avenue des Érables, les rues
Parthenais et Gauthier (lots 11-10 et 11-11).
- Quadrilatère délimité par les rues Rachel, Messier, Parthenais et Marie-Anne
(lot 9-44).
- Quadrilatère délimité par les rues Rachel, Chapleau, d'Iberville et Sherbrooke
(lot 1-6).
- Quadrilatère délimité par les rues Rachel, Chapleau, d'Iberville et Marie-Anne
(lots 1-32, 1-37, 2-19 et 2-38).
- Quadrilatère délimité par l'avenue du Mont-Royal, les rues Parthenais, des
Érables et Gifford (lots 12-305 et 12-242).
- Quadrilatère délimité par l'avenue du Mont-Royal, les rues Parthenais, Messier
et Gifford (lots 12-125 et 12-501).
- Quadrilatère délimité par l'avenue du Mont-Royal, la 18^e Avenue, le boulevard
Saint-Joseph et l'avenue Bourbonnière (lots 181-293, 181-317 et 181-316).
- Quadrilatère délimité par l'avenue du Mont-Royal, le boulevard Saint-Joseph,
les rues Chapleau et Franchère (lots 7-17 et 7-49).
- Quadrilatère délimité par l'avenue du Mont-Royal, le boulevard Saint-Joseph,
les rues d'Iberville et Chapleau (lot 2A-17).
- Quadrilatère délimité par la rue Gifford, le boulevard Saint-Joseph, les rues
Parthenais et Messier (lot 12-546).
- Quadrilatère délimité par la rue Gifford, le boulevard Saint-Joseph, les rues
Fullum et Messier (lots 12-575 et 12-586).
- Quadrilatère délimité par l'avenue du Mont-Royal, la Terrasse Guindon, les
rues Franchère et Fullum (lot 9-217).
- Quadrilatère délimité par l'avenue du Mont-Royal, la Terrasse Guindon, les
rues Franchère et Chapleau (lot 7-2).
- Quadrilatère délimité par la rue Dandurand, la 17^e Avenue, la 18^e Avenue et le
boulevard Rosemont (lots 180-43, 180-70, 180-71, 181-7, 181-31 et 181-32).
- Quadrilatère délimité par la rue Dandurand, l'avenue Bourbonnière, la
18^e Avenue et le boulevard Rosemont (lots 181-53 et 181-54).
- Quadrilatère délimité par la rue Dandurand, la 17^e Avenue, la 18^e Avenue et la
rue Masson (lots 180-122-2, 180-136, 181-86 et 181-72-2).
- Quadrilatère délimité par la rue Dandurand, l'avenue Bourbonnière, la
18^e Avenue et la rue Masson (lots 181-96, 181-117 et 181-118).
- Quadrilatère délimité par le boulevard Saint-Joseph, la rue Gifford, l'avenue
des Érables et la rue Parthenais (lots 12-528 et 12-517).
- Quadrilatère délimité par le boulevard Saint-Joseph, les rues Gifford, Messier
et Parthenais (lot 12-557).
- Quadrilatère délimité par les rues Chapleau, Dandurand, d'Iberville et Masson
(lots 5-48, 5-80 et 7-191).
- Quadrilatère délimité par l'avenue Laurier, la 13^e Avenue, les rue Lafond et
Masson (lot 177-65).
- Quadrilatère délimité par l'avenue Laurier, la 16^e Avenue, la 17^e Avenue et le
boulevard Saint-Joseph (lots 179-188, 179-218, 179-214, 180-229, 180-228 et
180-198).
- Quadrilatère délimité par l'avenue Laurier, la 18^e Avenue, la 17^e Avenue et le
boulevard Saint-Joseph (lots 180-239 et 181-181).
- Quadrilatère délimité par l'avenue Laurier, la 18^e Avenue, l'avenue
Bourbonnière et le boulevard Saint-Joseph (lots 181-222, 181-252 et 181-253).
- Quadrilatère délimité par la rue Masson, la 9^e Avenue, la 10^e Avenue et la rue
Dandurand (lots 172-930, 172-955 et 172-980).
- Quadrilatère délimité par les rues Masson, Lafond, la 13^e Avenue et la rue
Dandurand (lots 177-207, 177-231 et 177-255).
- Quadrilatère délimité par les rues Masson, Lafond, la 14^e Avenue et la rue
Dandurand (lots 177-271, 177-294 et 177-317).
- Quadrilatère délimité par la rue Masson, la 15^e Avenue, la 14^e Avenue et la rue
Dandurand (lots 177-330, 177-329, 177-353, 178-107, 178-135 et 178-130).
- Quadrilatère délimité par la rue Masson, la 15^e Avenue, la 16^e Avenue et la rue
Dandurand (lots 178-98, 178-88-2, 179-137, 179-136-2, 179-126-2 et 178-75-2).
- Quadrilatère délimité par la rue Masson, la 17^e Avenue, la 18^e Avenue et la rue
Dandurand (lots 179-171, 179-147, 179-146, 180-81, 180-103 et 180-104).
- Quadrilatère délimité par le boulevard Rosemont, la 5^e Avenue, la 6^e Avenue et
la rue Holt (lots 172-2261, 172-2276 et 172-2291).
- Quadrilatère délimité par le boulevard Rosemont, la 7^e Avenue, la 6^e Avenue et
la rue Holt (lots 172-2215, 172-2230 et 172-2245).
- Quadrilatère délimité par le boulevard Rosemont, la 7^e Avenue, la 8^e Avenue et
la rue Holt (lots 172-2173, 172-2186 et 172-2199).
- Quadrilatère délimité par le boulevard Rosemont, la 9^e Avenue, la 8^e Avenue et
la rue Holt (lots 172-2131, 172-2144 et 172-2157).

- Quadrilatère délimité par le boulevard Rosemont, la 9^e Avenue, la 10^e Avenue
et la rue Holt (lots 172-2093, 172-2104 et 172-2115).
- Quadrilatère délimité par les boulevards Rosemont et Saint-Michel, la
10^e Avenue et la rue Holt (lots 172-2068, 172-2069 et 173-78).
- Quadrilatère délimité par la rue Dandurand, la 6^e Avenue, la 7^e Avenue et la rue
Holt (lots 172-1843, 172-1860 et 172-1877).
- Quadrilatère délimité par la rue Dandurand, la 8^e Avenue, la 7^e Avenue et la rue
Holt (lots 172-1893, 172-1910 et 172-1927).
- Quadrilatère délimité par la rue Dandurand, la 9^e Avenue, la 10^e Avenue et la
rue Holt (lots 172-1993-2, 172-2010 et 172-2027).
- Quadrilatère délimité par la rue Dandurand, le boulevard Saint-Michel, la
10^e Avenue et la rue Holt (lots 172-2040, 172-2041, 172-2058 et 173-41).
- Quadrilatère délimité par la rue Dandurand, la 8^e Avenue, la 9^e Avenue et la rue
Masson (lots 172-996, 172-1021 et 172-1046).
- Quadrilatère délimité par les rues Dandurand, Lafond, la 14^e Avenue et le
boulevard Rosemont (lots 177-592 et 177-530).
- Quadrilatère délimité par les rues Dandurand et Lafond, la 13^e Avenue et le
boulevard Rosemont (lots 177-514 et 177-448).
- Quadrilatère délimité par la rue Holt, la 3^e Avenue, la 2^e Avenue et la rue
Dandurand (lots 172-1643, 172-1660 et 172-1677).
- Quadrilatère délimité par la rue Holt, la 4^e Avenue, la 5^e Avenue et la rue
Dandurand (lots 172-1743, 172-1760 et 172-1777).
- Quadrilatère délimité par la rue Holt, la 6^e Avenue, la 5^e Avenue et la rue
Dandurand (lots 172-1793, 172-1810 et 172-1827).
- Quadrilatère délimité par la rue Holt, la 3^e Avenue, la 4^e Avenue et le boulevard
Rosemont (lots 172-2359, 172-2378 et 172-2397).
- Quadrilatère délimité par la rue Holt, la 5^e Avenue, la 4^e Avenue et le boulevard
Rosemont (lots 172-2307, 172-2325 et 172-2343).
- Quadrilatère délimité par la rue Dandurand, la 2^e Avenue, la 3^e Avenue et la rue
Masson (lots 172-1392, 172-1417 et 172-1442).
- Quadrilatère délimité par la rue Dandurand, la 6^e Avenue, la 7^e Avenue et la rue
Masson (lots 172-1128, 172-1153 et 172-1178).
- Quadrilatère délimité par la rue Dandurand, la 8^e Avenue, la 7^e Avenue et la rue
Masson (lots 172-1062, 172-1087 et 172-1112).
- Quadrilatère délimité par la rue Dandurand, la 2^e Avenue, la 3^e Avenue et la rue
Masson (lots 172-340, 172-367 et 172-394).
- Quadrilatère délimité par l'avenue Laurier, la 4^e Avenue, la 3^e Avenue et la rue
Masson (lots 172-409, 172-436 et 172-463).
- Quadrilatère délimité par l'avenue Laurier, la 4^e Avenue, la 5^e Avenue et la rue
Masson (lots 172-479, 172-506 et 172-533).
- Quadrilatère délimité par l'avenue Laurier, la 2^e Avenue, la 3^e Avenue et le
boulevard Saint-Joseph (lot 172-324).
- Quadrilatère délimité par l'avenue Laurier, la 3^e Avenue, la 4^e Avenue et le
boulevard Saint-Joseph (lot 172-282).
- Quadrilatère délimité par l'avenue Laurier, la 5^e Avenue, la 6^e Avenue et le
boulevard Saint-Joseph (lot 172-176).
- Quadrilatère délimité par la rue Gifford, la 4^e Avenue, la 5^e Avenue et le
boulevard Saint-Joseph (lot 172-189).
- Quadrilatère délimité par la rue Gifford, la 6^e Avenue, la 7^e Avenue et le
boulevard Saint-Joseph (lot 172-48).
- Quadrilatère délimité par l'avenue Laurier, la 10^e Avenue et les boulevard
Saint-Michel et Saint-Joseph (lots 184-112 et 184-113).
- Quadrilatère délimité par l'avenue Laurier, la 5^e Avenue, la 6^e Avenue et la rue
Masson (lots 172-549, 172-576 et 172-603).
- Quadrilatère délimité par l'avenue Laurier, la 6^e Avenue, la 7^e Avenue et la rue
Masson (lots 172-619, 172-646 et 172-673).
- Quadrilatère délimité par l'avenue Laurier, la 8^e Avenue, la 9^e Avenue et la rue
Masson (lots 172-780 et 172-810).

Cadastre du Village de Hochelaga

- Quadrilatère délimité par l'avenue du Mont-Royal, les rues Joliette, William-
Tremblay et Moise-Picard (lot 184-194).
- Quadrilatère délimité par les rues Rachel, Joliette, la place Joseph-N.-Drapeau
et le boulevard Saint-Michel (lot 184-195) ». S980455037

« Ruelles situées à l'intérieur des quadrilatères mentionnés ci-après et formées des
lots suivants du cadastre de la Cité de Montréal (Quartier Sainte-Marie),
circonscription foncière de Montréal, plus explicitement décrites comme suit :

- Quadrilatère délimité par les rues Ontario, Cartier, Sherbrooke et Papineau
(lot 1143-27).
- Quadrilatère délimité par le boulevard de Maisonneuve, et les rues Papineau,
Sainte-Catherine et Champlain (lot 638-8) ». S980455038

« Ruelles situées à l'intérieur des quadrilatères mentionnés ci-après et formées des
lots suivants du cadastre de la Municipalité de la Paroisse de Montréal,
circonscription foncière de Montréal, plus explicitement décrites comme suit :

- Chemin de la Côte-Saint-Paul et les rues Saint-Rémi et Sainte-Clotilde
(lots 1703-74, 1703-60, 1703-59 et 1703-51).
- Quadrilatère délimité par le chemin de la Côte-Saint-Paul, et les rues Saint-
Rémi, Sainte-Clotilde et Notre-Dame (lot 1703-91).
- Quadrilatère délimité par les rues de Courcelle, Saint-Rémi, Notre-Dame et
Dagenais (lot 1704-169).
- Quadrilatère délimité par les rues Beaudoin, Saint-Émile, le square
Sir-Georges-Étienne Cartier et la rue Saint-Ambrise (lot 1722-124).
- La rue Louis-Depocas à l'ouest de la rue Butternut (lot 1704-362).
- La rue Louis-Depocas à l'est de la rue Butternut (lot 1704-380).
- Ruelle à l'ouest de la rue Butternut au sud de la rue Louis-Depocas (lot 1704-363).
- Quadrilatère délimité par l'avenue de l'Église, les rues York, de Roberval et
Drake (lot 3407-217) ». S980455039

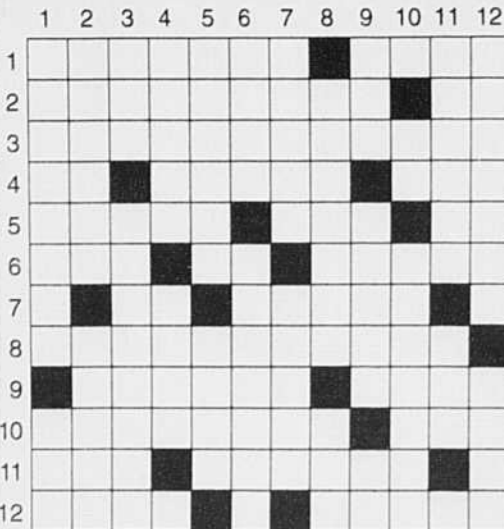
Le droit à une indemnité en regard à ces acquisitions doit être exercé par requête
devant le Tribunal administratif du Québec, dans l'année qui suit la troisième
publication du présent avis.

Cet avis est le troisième que la Ville est tenue de publier.

Montréal, le 23 novembre 1998

Le greffier,
M^{re} Léon Laberge

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

- 1- Papillon. — Le pre-
mier homme.
- 2- Maturation. —
Baryum.
- 3- Relatif à un référen-
dum.
- 4- Titane. — Adorai. —
Fatigué.
- 5- Lac — Dry. — Stère.
- 6- Baiser. — Dans. —
Presser.
- 7- Mercure. — Chef-lieu
de l'Essonne.
- 8- D'Évreux.
- 9- Interminable. — Poë-
te grec.
- 10- Il habite Aden. —
Pied de vigne.
- 11- Copain. — Fait dépen-
dr.
- 12- Repos des Orientaux.
— Variété de haricot.

- 5- Enfant
des rues.
Conducteur de char.
— Qui est en feu.
- 6- Caractè-
re de ce qui est nocif
pour la santé.
Cigarillo. — Ville d'Ita-
lie.
- 8- Agent de
Louis XV.
- 9- Fit le brave.
— Lithium.
- 10- Appartement
des femmes.
- 11- Use par frottement. —
Ville des Pays-Bas.
- 12- Chef d'orchestre. —
Observe.

Solution du samedi

H E R A I S M E G O
A P A X I L E B A R D
L O U I S A R A G O N
D I S E R O N T R U E
S E M A U C O U B A L O
C E R S E L E V O N
I R T O C C A I M E
N E R Y T H M E T R A
A C E R E R A I S E
N E V E O Z E N E
T R I N O M E G R O S
E F F E R E N T E N

2 h 41 DU MATIN

Vous les
informeriez de
votre maladie
de coeur
et de vos
médicaments.

LE DEVOIR

LE MONDE

SOS ouragan Mitch
Cliquez et aidez
http://sos-mitch.devp.org
DÉVELOPPEMENT ET PAIX

LETTRE DE PÉKIN

L'avancée du désert

Les inondations de l'été dernier ont pu donner l'impression que la Chine connaissait bien des fléaux, mais qu'au moins, elle ne souffrait pas de sécheresse. Or, c'est exactement le contraire qui est vrai. De tous les maux environnementaux qui l'accablent, le manque d'eau et la désertification sont pour la Chine un problème majeur et pressant.

Quelques chiffres donnent une idée de la gravité de la situation: 400 des 514 grandes villes chinoises connaissent une pénurie d'eau. Au cours des vingt dernières années, la désertification a gagné, en moyenne, chaque année, 2400 km² de forêts ou de prairies. La superficie totale des zones désertiques est à présent de 2,6 millions de km², soit 27,3 % du territoire de la Chine. Quelque 170 millions de personnes vivent dans ces régions gagnées par l'érosion et la désertification. C'est le nord et le nord-ouest de la Chine qui sont le plus touchés par l'avancée inexorable du désert, que des plans de lutte contre la désertification, engagés au début des années 1990, n'ont pas encore réussi à enrayer. Depuis quelques années, plusieurs projets d'agriculture écologique ont été mis sur pied avec le concours de la Banque mondiale, dans la province du Shanxi. Ces projets ont pour objectif de combattre les deux fléaux qui favorisent la désertification: l'érosion des sols et la pénurie d'eau. Cette province, et toute la région environnante, constituée en grande partie de plateaux de loess — la fameuse «terre jaune» de Chine — était autrefois une terre de pâturage pour les troupeaux. Le loess est fertile mais devient fragile en cas de sécheresse et s'il est surexploité. Les tentatives d'étendre les terres agricoles à ces régions et d'y pratiquer des cultures intensives dans les années 1960 ont contribué à accélérer l'érosion et la désertification.

Avec l'appauvrissement des sols vient l'appauvrissement des populations qui les cultivent. On constate que c'est dans les régions arides ou semi-arides du nord-ouest de la Chine qu'est concentrée la pauvreté. La pauvreté, à la fois «cause et conséquence de la dégradation de l'environnement» souligne le plus récent rapport sur la Chine du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Pour réhabiliter les collines et les plateaux arides du Shanxi, les paysans participant au programme de la Banque mondiale ont dû modifier leurs méthodes agricoles. Là où c'est possible, on pratique la culture en terrasses qui permettent à la fois de retenir le sol, durant les violentes pluies d'été, et de recueillir l'eau pour la saison sèche d'hiver. Sur les versants trop abrupts pour être aménagés en terrasses, on plante des arbres fruitiers, des arbustes ou un sème de l'herbe résistante à la sécheresse. Les monts chauves et les plateaux pelés retrouvent petit à petit leur couvert végétal. L'année dernière, le gouvernement chinois a lancé d'autres projets comparables pour protéger le fragile écosystème des plateaux de loess. Et, fait assez nouveau, les dirigeants chinois n'hésitent pas à faire appel aux organisations internationales et à l'étranger pour l'aider à combattre la désertification. «La Chine est encore un pays sous-développé. Aussi, nous espérons que les ONG et les pays amis pourront nous fournir une assistance dans ce domaine», disait la semaine dernière le directeur de l'administration des forêts, Wang Zhibao.

L'appui donné en haut lieu à ce type de projets dénote un nouvel état d'esprit. Le souci de l'environnement semble devoir faire partie à présent des principes directeurs du régime communiste chinois. Les inondations auront eu au moins cette année le mérite d'amener une prise de conscience des responsabilités du gouvernement. En août dernier, le gouvernement central a interdit l'abattage d'arbres dans le bassin du fleuve Yangtze et du fleuve Jaune, admettant de ce fait que la déforestation massive et le développement éphémère dans ces régions augmentaient les risques d'inondations durant la saison des pluies.

Lors d'une cérémonie du Parti communiste pour célébrer la victoire sur les inondations, en septembre dernier, le président Jiang Zemin a critiqué les politiques du développement à n'importe quel prix. Il a ordonné aux gouvernements locaux de donner la priorité à l'amélioration de l'environnement. Le président chinois a aussi reconnu que les gouvernements communistes avaient trop souvent cherché à plier la nature à leur volonté. Ajoutant: «Il est important maintenant de comprendre les lois de la nature, de gérer correctement ses ressources et de combiner le développement de l'économie avec la protection de l'environnement.»

La semaine dernière, Pékin a dévoilé un plan de reforestation et de lutte contre l'érosion des sols. Ce plan prévoit de porter de 22 % à 45 % la couverture forestière des régions en amont du fleuve Yangtze et de 10 % à 27 % dans les zones en amont du fleuve Jaune. Un total de 34 millions d'hectares devront être reboisés d'ici une vingtaine d'années. Plus de six millions d'hectares de terres déboisées pour l'agriculture seront rendues à la forêt. «Notre objectif est de réhabiliter et d'étendre le couvert forestier au plus vite pour diminuer les effets des catastrophes naturelles», disait Wang Zhibao. Les bénéfices de ce plan de sauvetage de la forêt chinoise pourront commencer à se faire sentir dans une décennie ou deux, pense-t-on. Mais «il faudra des générations et des générations pour réparer les dommages causés à l'environnement», dit M. Wang.

MARINA KORENEVA
AGENCE FRANCE-PRESSE

Saint-Petersbourg — Le meurtre de l'influente députée libérale Galina Starovoïtova, réputée pour son intégrité et son moral, a provoqué un séisme politique et moral en Russie et relancé les débats sur la démocratie menacée par la criminalité.

«Une étape a été franchie dans la confrontation politique. Jamais auparavant une politicienne d'une telle envergure nationale n'avait été assassinée, pour moi ce n'est qu'un début», a déclaré le réformateur Grigori Iavlinski au quotidien allemand *Tagespiegel*.

L'annonce de la mort de Galina Starovoïtova, qui avait constitué une large coalition politique libérale en vue des élections à l'assemblée locale de Saint-Petersbourg prévues pour le 6

décembre prochain, a fait l'effet d'une véritable douche froide tant dans la classe politique que dans la rue.

«Avant elle, des députés sont morts, mais la plupart en raison de leurs liens avec les milieux d'affaires. Ce n'est pas le cas de Starovoïtova. Ce qui veut dire que le terrorisme devient maintenant la façon de régler les disputes politiques», explique l'analyste Andreï Piontkovski de l'Institut d'études stratégiques.

«Maintenant les gens vont avoir peur de dire ce qu'ils pensent, comme elle l'a toujours fait. Son assassinat marque le début d'une période noire», prédit également M. Piontkovski.

Connue pour avoir lutté de longue date en faveur de la liberté et la démocratie et pour n'avoir pas eu de liens avec les milieux criminels dans un monde réputé corrompu, Mme Staro-

voïtova, 52 ans, a toujours critiqué haut et fort les communistes et nationalistes — majoritaires à la Douma (chambre basse du Parlement).

A la télévision et à la radio qui ont ouverts tous les journaux sur l'événement, les libéraux et réformateurs qui se sont succédé depuis vendredi ont dénoncé «la terreur politique» n'hésitant pas à accuser, à mots plus ou moins couverts «les rouges et les bruns qui haïssaient» Mme Starovoïtova, d'être liés à son assassinat.

Et nombreux sont ceux qui craignent que la campagne électorale pour les législatives de décembre 1999 ne soit à l'image de celle menée actuellement à Saint-Petersbourg, «criminalisée, corrompue, pourrie», comme l'affirme la classe politique.

«Les criminels essaient de faire leur entrée en scène au bon moment avant

les élections législatives en 1999 et présidentielle en 2000», selon M. Iavlinski.

Si les forces démocratiques et réformatrices de Russie ne s'unissent pas avant le printemps prochain, «le monde criminel et les nazis pourront arriver légitimement au pouvoir», a pour sa part averti l'ancien vice-premier ministre réformateur Boris Nemtsov à la radio Echo de Moscou.

Depuis l'annonce de son décès, vendredi soir d'une rafale de pistolet-mitrailleur sur le palier de son appartement à Saint-Petersbourg, des dizaines de Petersbourgeois se sont rendus près de sa maison, pour y déposer des fleurs, une bougie ou simplement pour se recueillir.

Emus, et parfois en pleurs, ils n'ont qu'une seule phrase à la bouche: «Cet assassinat est le signal que les forces anti-démocratiques s'agitent.»

Au moins six églises sont endommagées à Djakarta

Des violences religieuses font six morts

Un catholique jeté en pâture à la foule

BERNARD ESTRADA
AGENCE FRANCE-PRESSE

Jakarta — Des violences à motif religieux ont fait hier au moins six morts à Jakarta, où au moins six églises ont été incendiées ou endommagées par des manifestants se réclamant de l'islam, armés de bâtons, de coutelas et de sagaies faites de bambous acérés.

À la tombée de la nuit, les violences, d'abord contenues dans la vieille ville, du nord du Palais présidentiel, gardé par des blindés légers, jusqu'au port aux épices de Sunda Kelapa, avait touché d'autres secteurs de Jakarta, une métropole de plus de 11 millions d'habitants.

Dans la soirée, sur la grande avenue Gajah Mada, non loin du Palais, les forces de l'ordre ont ouvert le feu, tirant des coups de semonce en l'air, selon un photographe de l'AFP.

Deux attaques d'églises suivies d'incendie dans l'ouest de Jakarta ont été confirmées par les pompiers, alors que les voyageurs voulant se rendre à l'aéroport, au sud, étaient mis en garde contre la présence de bandes attaquant et dévalisant les voitures empruntant l'autoroute.

L'église Christus Ketapang de Kota, la vieille ville chinoise déjà dévastée lors des émeutes de mai, a été la première attaquée hier aux premières heures de la matinée. Elle n'est plus qu'une coquille vide aux murs de ciment noirs.

Cinq catholiques y ont trouvé la mort, lors d'une attaque lancée par une foule déchaînée brandissant chaînes, barres de fer et redoutables armes blanches traditionnelles, faucilles et longs coutelas à la lame courbe.

Ces violences auraient éclaté parce que les fidèles d'une mosquée voisine voulaient faire fermer un établissement appartenant à des catholiques originaires d'Ambon, la capitale de l'archipel des Moluques où, selon



Des membres de groupes musulmans ont pillé et incendié hier une église catholique dans le quartier chinois de Jakarta.

eux, des jeux d'argent étaient organisés.

Un peu plus tard, alors que le calme revenait, un autre catholique dont s'était emparé un groupe de musulmans a été, devant un photographe de l'AFP, jeté en pâture à la foule avec ces simples mots: «Faites-en ce que vous voulez.»

La foule déchaînée s'acharnait encore

sur son cadavre lorsque les volontaires de la Croix Rouge s'efforçaient de le transporter dans une ambulance.

«Ils ont attaqué une mosquée, nous devons nous venger», a jeté à un correspondant de l'AFP un manifestant, une barre de fer à la main, planté à l'intersection de deux grandes avenues parcourues par des

groupes de manifestants armés. La même rumeur de l'attaque d'une mosquée, pourtant démentie par les autorités et qu'aucun journaliste sur place n'a été en mesure de confirmer, a été largement reprise, notamment par la chaîne de télévision TVRI, contrôlée par le gouvernement.

Près de 90 % des 210 millions d'habitants de l'Indonésie se réclament de l'islam et le président Yussuf Habibie semble de plus en plus rechercher l'appui de cette majorité pour freiner la mise en oeuvre des réformes demandées par les forces pro-démocratiques.

En plus de l'église Christus Ketapang, au moins trois autres lieux de culte du centre historique de Jakarta ont été endommagés à des degrés divers. Parfois le feu n'a pas vraiment pris et a seulement léché les murs, ailleurs les meubles ont été jetés dans la rue, ou tout simplement les fenêtres ont été brisées par des jets de cailloux.

L'accès aux ruelles derrière les avenues était impossible, bloqué par des chevaux de frise de fils de fer barbelés. Les habitants, souvent d'origine chinoise, montaient la garde et en défendaient l'accès, des bâtons ou des coutelas à portée de la main.

Les forces de l'ordre — essentiellement l'armée — étaient présentes en force toute la journée, mais leur présence était limitée aux grands axes. Évitant tout affrontement direct, elles essayaient apparemment par des barrages mobiles d'empêcher les groupes de manifestants de se rassembler et les forçaient à se déplacer.

Un peu plus bas, les principales rues autour de la gare centrale étaient bloquées par jeunes gens qui roulaient des bidons d'essence sur la chaussée devant les voitures. Ils contrôlaient la religion des occupants des rares véhicules qui passaient, mais se contentaient d'exiger des étrangers «de l'argent pour des cigarettes.»

L'Irak accuse les inspecteurs de l'ONU de provocations

HARO CHAKMAKJIAN
AGENCE FRANCE-PRESSE

Bagdad — L'Irak a accusé hier la Commission spéciale de l'ONU chargée de le désarmer d'agir, sur ordre de Washington et de Londres, pour provoquer une nouvelle crise en réclamant des documents imaginaires.

L'UNSCOM a été chargée par Washington et Londres de «demander l'impossible», a déclaré le chef de la diplomatie irakienne Mohamed Saïd al-Sahhaf, affirmant, dans une conférence de presse, que ces documents étaient «imaginaires».

Il a ajouté que «la campagne sauvage de désinformation avait repris, de même que le

jeu qui consiste à utiliser l'UNSCOM pour demander l'impossible afin de montrer que l'Irak n'applique pas les résolutions» de l'ONU sur le désarmement.

Auparavant, le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz avait accusé le chef de l'UNSCOM, Richard Butler, de vouloir provoquer une nouvelle crise qui pourrait justifier une frappe américaine.

«Soit il est en train d'inventer un prétexte superficiel pour justifier une attaque américaine, soit il tente d'entraver et de troubler les préparatifs pour une révision globale» par le Conseil de sécurité des sanctions imposées à l'Irak, a déclaré M. Aziz aux journalistes, affirmant que l'Irak ne pouvait pas «fournir des documents qui n'existent pas.»

L'ambassadeur irakien aux Nations unies, Nizar Hamdoun, s'est dit sûr que l'UNSCOM obtiendrait copie d'un seul document, comptabilisant les armes chimiques détruites au cours de la guerre Irak-Iran (1980-88), qu'un inspecteur avait eu entre les mains en juillet avant qu'il ne lui soit confisqué.

«Je suis sûr que les inspecteurs l'auront par le biais d'un certain mécanisme. Nous leur fournirons en présence de M. Prakash Shah», représentant spécial du secrétaire général des Nations unies à Bagdad, a affirmé M. Hamdoun, interrogé par la chaîne de télévision américaine ABC.

Quant aux autres documents réclamés par le chef de l'UNSCOM, Richard Butler,

M. Hamdoun a répété qu'ils n'existaient plus, qu'ils avaient disparu ou qu'ils avaient été détruits après la guerre Irak-Iran.

Le Conseil de sécurité devait se réunir aujourd'hui pour discuter du refus de l'Irak de livrer ces documents exigés par M. Butler dans deux lettres en date des 17 et 18 novembre. En dépit de cette polémique, l'Irak a continué à coopérer sur le terrain avec l'UNSCOM, dont une équipe balistique a mené samedi, pour la première fois depuis plus de trois mois, une inspection-surprise sur un site, selon l'agence officielle INA.

À Séoul, le président américain Bill Clinton a recommandé samedi le calme, tout en soulignant que Bagdad devait satisfaire aux demandes de l'UNSCOM.

Retour à la démocratie en Birmanie

La junte pose ses conditions

Rangoon — La junte militaire birmane a sommé hier la dirigeante de l'opposition Aung San Suu Kyi et son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), de renoncer à convoquer le parlement élu en 1990, faute de quoi aucun dialogue politique ne pourra reprendre.

«De prochaines rencontres entre le gouvernement et les dirigeants de l'opposition dépendent du renoncement de la LND à tenir ce parlement», a expliqué le porte-parole de la junte, le lieutenant-colonel Hla Min, lors d'une conférence de presse à Rangoon.

La LND, dirigée par le prix Nobel Aung San Suu Kyi, réclame depuis des mois la réunion du parlement élu démocratiquement en 1990, mais qui n'a jamais été autorisé à siéger.

Les généraux au pouvoir refusent de reconnaître le résultat des élections législatives de mai 1990, qu'ils avaient organisées et qui ont été remportées haut la main par la LND (60 % des voix, 82 % des sièges).

«Un vif ressentiment est né de la décision unilatérale de la LND d'appeler à la réunion du parlement. Il faut d'abord oublier les rancunes et re-

noncer à cet appel pour que le processus de dialogue puisse redémarrer», a souligné le lieutenant-colonel Hla Min.

Des centaines de militants de la Ligue, y compris des députés élus en 1990, ont été interpellés depuis le mois de mai et sont hébergés dans des «pensions de famille» du gouvernement pour des «échanges de vues».

La junte relâche par petits groupes ceux qui promettent de renoncer à faire de la politique. Selon les autorités, 384 membres de la LND ont pu récemment rentrer chez eux tandis que 467 autres «restent les hôtes du gouvernement».

La LND, elle, fait état de 182 députés toujours en détention, ainsi que plus de 700 militants de base. Elle affirme que ses militants quittent le parti sous la contrainte d'agents des renseignements militaires.

«Aucune précondition n'a été imposée à leur libération», s'est défendu le porte-parole de la junte. «Après les discussions, ils ont compris que la sécurité nationale était plus importante que la politique», a-t-il dit.

Agence France-Presse

RUSSIE

Le meurtre d'une députée secoue le pays

MARINA KORENEVA
AGENCE FRANCE-PRESSE

Saint-Petersbourg — Le meurtre de l'influente députée libérale Galina Starovoïtova, réputée pour son intégrité et son moral, a provoqué un séisme politique et moral en Russie et relancé les débats sur la démocratie menacée par la criminalité.

«Une étape a été franchie dans la confrontation politique. Jamais auparavant une politicienne d'une telle envergure nationale n'avait été assassinée, pour moi ce n'est qu'un début», a déclaré le réformateur Grigori Iavlinski au quotidien allemand *Tagespiegel*.

L'annonce de la mort de Galina Starovoïtova, qui avait constitué une large coalition politique libérale en vue des élections à l'assemblée locale de Saint-Petersbourg prévues pour le 6

décembre prochain, a fait l'effet d'une véritable douche froide tant dans la classe politique que dans la rue.

«Avant elle, des députés sont morts, mais la plupart en raison de leurs liens avec les milieux d'affaires. Ce n'est pas le cas de Starovoïtova. Ce qui veut dire que le terrorisme devient maintenant la façon de régler les disputes politiques», explique l'analyste Andreï Piontkovski de l'Institut d'études stratégiques.

«Maintenant les gens vont avoir peur de dire ce qu'ils pensent, comme elle l'a toujours fait. Son assassinat marque le début d'une période noire», prédit également M. Piontkovski.

Connue pour avoir lutté de longue date en faveur de la liberté et la démocratie et pour n'avoir pas eu de liens avec les milieux criminels dans un monde réputé corrompu, Mme Staro-

voïtova, 52 ans, a toujours critiqué haut et fort les communistes et nationalistes — majoritaires à la Douma (chambre basse du Parlement).

A la télévision et à la radio qui ont ouverts tous les journaux sur l'événement, les libéraux et réformateurs qui se sont succédé depuis vendredi ont dénoncé «la terreur politique» n'hésitant pas à accuser, à mots plus ou moins couverts «les rouges et les bruns qui haïssaient» Mme Starovoïtova, d'être liés à son assassinat.

Et nombreux sont ceux qui craignent que la campagne électorale pour les législatives de décembre 1999 ne soit à l'image de celle menée actuellement à Saint-Petersbourg, «criminalisée, corrompue, pourrie», comme l'affirme la classe politique.

«Les criminels essaient de faire leur entrée en scène au bon moment avant

les élections législatives en 1999 et présidentielle en 2000», selon M. Iavlinski.

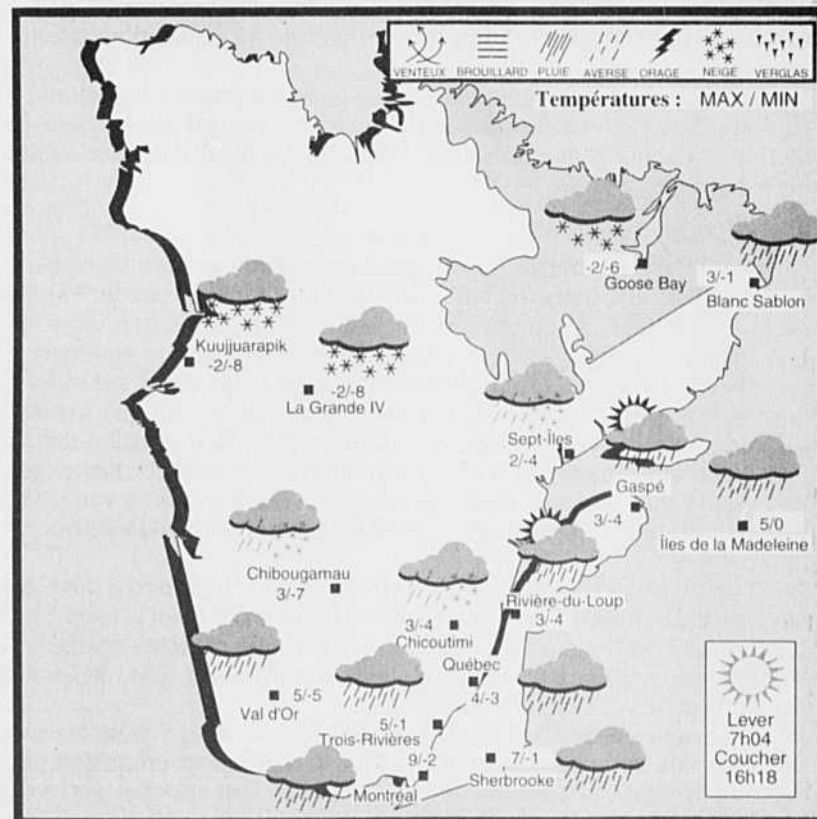
Si les forces démocratiques et réformatrices de Russie ne s'unissent pas avant le printemps prochain, «le monde criminel et les nazis pourront arriver légitimement au pouvoir», a pour sa part averti l'ancien vice-premier ministre réformateur Boris Nemtsov à la radio Echo de Moscou.

Depuis l'annonce de son décès, vendredi soir d'une rafale de pistolet-mitrailleur sur le palier de son appartement à Saint-Petersbourg, des dizaines de Petersbourgeois se sont rendus près de sa maison, pour y déposer des fleurs, une bougie ou simplement pour se recueillir.

Emus, et parfois en pleurs, ils n'ont qu'une seule phrase à la bouche: «Cet assassinat est le signal que les forces anti-démocratiques s'agitent.»

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

MONTREAL	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 9	min -2	max 4	-6/3	1/4



QUÉBEC	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 4	min -3	max -1	-7/-1	-5/1

OTTAWA	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 6	min 0	max 5	-3/2	-1/6

Météo-Conseil 1 900 565-4455
Frais applicables
La météo à la source
Environnement Canada

É D I T O R I A L

ÉLECTIONS 1998: ÉCONOMIE
ET FINANCES PUBLIQUESL'équilibre
et l'emploi

S'il est un objectif qui n'est jamais remis en question dans cette campagne malgré quatre années de compressions douloureuses, c'est l'objectif du déficit zéro. Tant le Parti québécois que le Parti libéral et l'Action démocratique ne veulent tenter le diable. Ce qui ne doit pas empêcher le prochain gouvernement de s'attaquer au chômage, à la pauvreté et à l'amélioration des services publics.

En matière de finances publiques, les dernières années ont été marquées par un tournant significatif qui, malgré ses conséquences parfois dramatiques, semble avoir assez peu troublé l'électorat. Au cours de la campagne qui se poursuit comme au cours de la campagne fédérale de l'an dernier, à peu près personne n'a remis en cause la nécessité de maintenir le cap sur l'objectif de l'équilibre budgétaire avant de s'engager dans tout autre programme. Au Québec, les promesses des partis ont été scrutées à la loupe pour savoir si elles respectaient l'objectif du déficit nul. Le fait que l'opposition accepte l'échéancier fixé par le gouvernement Bouchard est même d'autant plus surprenant qu'il procure un avantage stratégique aux auteurs du calendrier budgétaire. Tout au plus, l'équipe libérale croit-elle être en mesure de parvenir au même but malgré des promesses électorales plus coûteuses qu'on espère remplir grâce à une croissance énergétique qui résulterait de son élection.

Est-ce la preuve qu'on a cessé de croire à la capacité d'un gouvernement de petite taille d'influencer sérieusement le cours des cycles économiques? Pourtant, qui niera que les dépenses de l'État aient encore de fortes incidences sur l'évolution de la croissance? Même l'emploi s'en est ressenti, le Québec étant toujours en retard par rapport à la moyenne canadienne. Depuis la récession, 1994 fut la seule vraie bonne année avec la création de 76 000 nouveaux emplois... mais un déficit de 5,6 milliards. Dans l'ensemble, la performance québécoise fut, au pire, ridicule (8 000 emplois en 1996), et au mieux, très moyenne (55 000 emplois cette année).

Heureusement pour le gouvernement Bouchard, les dernières données mensuelles de Statistique Canada sont tombées en pleine campagne électorale, faisant voir une première baisse du chômage sous la barre de 10 % depuis la décennie précédente.

Malgré le fait qu'on en ait très peu parlé pendant la campagne, le défi de l'emploi demeure le plus important pour le prochain gouvernement. C'est de la création d'emploi que dépend le succès de la lutte contre la pauvreté, et c'est aussi de la création d'emploi que découle la réussite de la lutte contre le déficit et l'amélioration des services publics: plus le nombre de Québécois au travail ira en augmentant, plus l'État récoltera les fruits de cette prospérité sous la forme d'impôts et de taxes.

Entrent en jeu les programmes économiques des partis. Si tous s'entendent pour respecter l'objectif et l'échéancier fixés par le gouvernement sortant pour l'atteinte de l'équilibre budgétaire, là s'arrête la belle unanimité.

Quoi qu'en disent les plus déçus après ces quatre années de compressions difficiles, des différences persistent entre les programmes des deux grands partis. D'ailleurs, dès le début de la campagne, Jean Charest s'est fait fort de le souligner: le temps est venu de remettre en question les orientations héritées de la Révolution tranquille. Déclaration assez malhabile qui abandonnait le centre et la gauche de l'éventail politique à son adversaire.

Devant la réception assez froide à laquelle il a eu droit, le chef du PLQ est par la suite revenu sur son analyse, mais son programme est toujours là qui propose un désengagement de l'État de son rôle d'investisseur. De la super-SGF, M. Charest propose qu'on utilise les deux milliards d'investissements annoncés à d'autres fins que celle de courtiser les entreprises étrangères; des lois du travail, les libéraux souhaitent qu'elles soient revues dans l'optique louable mais souvent problématique de briser la rigidité du marché; des entreprises qui sont la propriété du gouvernement, le même Parti libéral suggère qu'elles soient vendues «de façon ordonnée» avec le dessein de laisser les capitaux privés prendre la place occupée par l'État; et de l'impôt sur le capital des sociétés, Jean Charest en promet l'abolition pure et simple au cours d'un premier mandat.

Partout dans le programme du PLQ se lit en filigrane cette volonté de faire appel au partenariat public-privé, une formule que ne dédaigne pas d'emblée Lucien Bouchard, mais avec laquelle les libéraux se sentent nettement plus à l'aise.

Quant au Parti québécois, après quatre ans d'une gestion marquée au sceau de l'austérité pas toujours joyeuse, on sait mieux où loge l'équipe de Lucien Bouchard en matière économique. Elle s'inscrit dans la lignée des grands partis trististes d'Occident, à la fois soucieux de création de richesse et de redistribution sous la forme de services accessibles au plus grand nombre. Les réformes de la politique familiale, de l'aide sociale, de l'assurance-médicaments et de la fiscalité ont surtout favorisé les ménages à revenus modestes ou moyens, aux dépens des mieux nantis, mais aussi des plus pauvres à qui on a voulu faire comprendre les avantages de s'inscrire dans un processus de retour à la vie active.

Au chapitre du développement, le gouvernement Bouchard a misé avec succès sur les industries de haute technologie, mais dans l'ensemble, le Québec accuse toujours un retard important que certains attribuent à l'incertitude politique alors que d'autres montrent du doigt la fiscalité des entreprises et des particuliers.

D'où la promesse du Parti québécois de partager à part égale les éventuels surplus budgétaires entre le réinvestissement en éducation et en santé et la baisse des impôts des particuliers. C'est vrai que le Québec n'est pas compétitif lorsque vient le temps d'attirer ou de retenir ici une main-d'œuvre hautement qualifiée. Une faiblesse typique des pays dirigés par des gouvernements socio-démocrates et que les libéraux de Jean Charest ont eu tôt fait d'identifier en promettant dès les premiers jours de la campagne d'agissements et rapides baisses d'impôt.

L'énorme avantage dont disposerait le Parti québécois s'il était reporté au pouvoir pour un second mandat, ce serait de profiter de la conjoncture favorable qu'il a lui-même suscitée depuis quatre ans pour achever son travail, tant en matière de finances publiques que d'intervention dans le cours de l'activité économique. Des dizaines de projets sont en chantier auxquels il serait regrettable de mettre fin prématurément. Après ces années d'austérité, le Québec n'a surtout pas besoin de reprendre tout à zéro, pas plus en économie qu'en santé ou en éducation. Contrairement au gouvernement fédéral qui a pu compter sur l'assurance-emploi pour enregistrer des surplus considérables, le gouvernement qui sera élu à Québec la semaine prochaine devra donc concilier des objectifs antagonistes: poursuivre l'objectif commun du déficit zéro tout en réinvestissant dans les services et en réduisant les impôts. La quadrature du cercle, ou presque.

jrsansfacon@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOISRédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Directeurs adjoints de l'information PIERRE CAYOUILLE,
PIERRE BEAULIEU, NORMAND THERIAULT
Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Directeur artistique CHRISTIAN TIFLET
Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ

L E T T R E S

Le seul choix réaliste

M. Bouchard devrait cesser de jouer l'imbécile et de nous prendre pour des idiots. Qu'il dise les choses telles qu'elles se doivent: le Québec a le taux de chômage le plus élevé au Canada, après les provinces maritimes!

En effet, il y a de quoi se péter les bretelles et il en est responsable. Le gouvernement péquiste procède à des compressions importantes dans tous les domaines, dont celui de l'éducation. Est-ce là une manière de former sa jeunesse et de la préparer au marché du travail? Se rend-il compte que c'est le développement de tout le Québec qu'il met en péril. Et avec un taux de chômage aussi élevé, ne pense-t-il pas que l'incertitude politique dans laquelle son parti et lui nous plongent depuis tant d'années a assez duré? Les jeunes ont droit à un avenir tout aussi prometteur que celui duquel il a tiré son premier emploi. À cette époque, les employeurs s'arrachaient les finissants. On faisait des pieds et des mains pour qu'ils choisissent leur entreprise plutôt qu'une autre.

De nos jours, les jeunes en arrachent pour trouver un travail, point à la ligne. Ils en arrachent aussi pour rembourser ces frais de scolarité leur permettant prétendument d'ouvrir les portes du succès et d'atteindre de nouveaux défis. Les temps ont bien changé, mais les idéaux demeurent.

Voilà pourquoi je voterai libéral pour la première

fois de ma vie. Je crois, en toute honnêteté, que c'est le seul choix réaliste pour moi, celui qui me permettra de voir enfin la lumière au bout du tunnel. Mes priorités passent celles de M. Bouchard. Je m'en excuse mais c'est un choix tout réfléchi.

Naomi Arpin Rondeau
Montréal, 13 novembre 1998

Une marche de santé...
payante

La chute Montmorency est un site touristique réputé, un joyau de la ville de Beauport et de toute la région de Québec. C'est aussi, selon une tradition centenaire, un parc où les gens du voisinage et d'autres piétons ont l'habitude d'entrer librement. Ils y savourent le panorama, y allongent leur petite marche de santé, y parlottent un brin... Les Beauportois aiment bien leur chute et leur parc. Mes grands-parents, mes parents, mes voisins ont aimé et fréquenté ce lieu, je m'y promène souvent. Je suis l'un de ceux qu'on appelle autrement les gens du haut du Sault.

Les temps changent. Les gens du haut du Sault, beaucoup d'autres Beauportois familiers de ces lieux, sont vexés. Nous nous sommes réjouis au cours des dernières années de la mise en valeur du manoir Montmorency et de son parc.

Voici que la Société des établissements de plein air du Québec se fait rappeler sa mission de rentabiliser ses opérations et ses investissements.

On révisé actuellement la tarification concernant l'accès. Elle existe concernant l'automobile et l'autocar. Éléments nouveaux du projet: les piétons qui viendront dans le parc y prendront un peu d'air, eux qui depuis toujours s'y sentaient invités, devront peut-être désormais s'arrêter au guichet et payer leur petite marche de santé.

Le principe de la tarification de la marche à pied dans ce bon vieux espace vert est fort discutable. On y a toujours donné libre accès aux piétons, favorisé le bon voisinage. Le gouvernement du Québec semble maintenant y pousser la SE-PAQ vers la tarification de la marche à pied.

Cela illustrerait plutôt tristement la tendance actuelle du gouvernement québécois à tout rendre monnayable. Dans le présent cas, il s'agirait de déloger les fidèles et paisibles promeneurs d'un parc qui pratique un véritable accueil depuis plus de 100 ans! Quels principes le ministère des Ressources naturelles applique-t-il ici? Le moment est propice à une explication.

Alors peut-être emboîterons-nous le pas à l'administration. Ou alors, acceptant des inconvénients, roulerons-nous plutôt vers des parcs magiques eux aussi et de surcroît encore sympathiques. Tels à Québec, Maizerets, la terrasse Dufferin, les plaines d'Abraham et beaucoup d'autres sites, petits ou grands.

À Beauport, ma voisine, la Dame blanche, ne se laissera peut-être plus approcher!

Michel Giroux
Beauport, 6 novembre 1998

REVUE DE PRESSE

La faim, le fusil et la banane

La faim devient une arme dans les conflits, quand l'aide humanitaire est détournée au profit des belligérants. La banane, fruit charnu et républicain, devient objet de guerre commerciale.

CLAUDE LÉVESQUE
Le Devoir

La presse
Le monde

La faim continue de faire des ravages dans le monde. Deux organes de presse nous le rappellent à la une. *L'Express*, édition internationale, fait le point sur la situation au Soudan, où une guerre civile sévit depuis quinze ans et une famine, depuis... curieusement, si l'on prend le mot famine dans le sens de famine cyclique, depuis environ quinze ans. Y aurait-il donc un rapport, une anguille sous la roche proverbiale? Il semble que oui. *L'Express* écrit d'entrée de jeu: «... les caprices du ciel ont bon dos. Pour décimer les Dinkas, cette lignée d'éleveurs, et les autres peuples chrétiens et animistes du Sud, il leur fallait un puissant allié: la guerre, celle qui oppose grosso modo le pouvoir islamiste de Khartoum, son armée et ses milices, à l'Armée de libération des peuples du Soudan de John Garang, guérilla mieux connue sous son sigle anglais, SPLA. Le bilan est effarant: plus de 1,5 million de morts depuis 1983, date de la reprise des combats, et quatre millions de déplacés, paysans et citadins jetés sur les chemins de l'exil intérieur. Déboussolés, ballottés au gré des scissions brutales et des ralliements au plus offrant, les affamés fournissent aux ennemis le contingent d'otages si précieux à l'heure de quémander l'aide internationale.»

Au Soudan, la famine a tué cette année des centaines de milliers de civils et en menace encore 2,6 millions, ajoute *L'Express*. Une trêve, conclue en octobre entre les principaux belligérants, permet aux organisations internationales de limiter les dégâts. Lifeline Sudan, un gigantesque pont aérien orchestré depuis dix ans par le PAM et l'UNICEF

et au sein duquel œuvrent une quarantaine d'ONG, porte enfin ses fruits, constate *L'Express*. Malgré cette trêve qui touche les principaux belligérants, la reprise des combats sur des fronts dans l'est et l'extrême sud du pays, et qui opposent diverses ethnies aux allégeances fluctuantes, compromet ce ré-

L'EXPRESS

pit précaire, au risque de disloquer localement le dispositif humanitaire. Dans un éditorial un peu plus succinct que ceux dont il a l'habitude de gratifier les lecteurs de ce vénérable mensuel de centre-gauche, Ignacio Ramonet écrit:

«Les denrées alimentaires n'ont jamais été aussi abondantes, et les disponibilités devraient permettre à chacun des six milliards d'habitants de la planète de disposer d'au moins 2700 calories par jour. [Pourtant] chaque année, 30 millions de personnes meurent de faim. Et 800 millions souffrent de sous-alimentation chronique [...] parce que la faim est devenue une arme politique [...] En Somalie, au Soudan, au Liberia, en Corée du Nord, en Birmanie ou en Afghanistan, des responsables gouvernementaux ou des chefs de guerre prennent en otage des innocents, les affamant pour atteindre des objectifs politiques. Parfois avec une extrême cruauté, comme en Sierra Leone, où les hommes du Rebel United Front de l'ex-corporal Foday Sankoh mènent depuis un an une effroyable campagne de terreur, en amputant systématiquement, à la machette, les mains des paysans pour les empêcher de cultiver.»

En conclusion, *Le Monde diplomatique* cite le dernier prix Nobel d'économie, Amartya Sen: «L'un des faits les plus remarquables de la terrible histoire de la faim, c'est qu'il n'y a jamais eu de famine grave dans aucun pays doté d'une forme démocratique de gouvernement et possédant une presse relativement libre.»

Affamer pour mieux faire la guerre, mais aussi faire la guerre (commerciale) pour mieux gaver un marché lucratif qu'on convoite. *Le Financial Times* évoque un tel conflit, qui fait rage depuis des années entre les États-Unis et l'Union européenne au sujet de la banane. Pas de quoi rire. Le combat est mené par le roi de la banane, le propriétaire (républicain) de Chiquita, le plus gros producteur mondial de la denrée. Carl Lindner a réussi à transformer le traitement présumément discriminatoire fait à des tiers (les républiques bananières d'Amérique centrale) en enjeu de principe et un combat national pour les États-Unis. Certains y voient un cas-type de la façon dont les lobbies fonctionnent à Washington. Républicain, M. Lindner est un des plus gros contributeurs aux deux grands partis partis politiques américains. Cet octogénaire de l'Ohio a d'abord fait fortune dans la crème glacée, l'assurance, la finance et l'immobilier. En 1984, il a réussi une OPA hostile sur United Brands (le successeur corporatif de la United Fruit Company) grâce aux junk bonds (obligations de pacotille) de la maison de courtage Drexel

Burnham

Lambert

FINANCIAL TIMES

En 1993, rappelle le FT, l'UE a introduit des nouvelles règles commerciales favorisant les bananes produites dans les Antilles, au détriment des bananes «dollarisées» de l'Amérique centrale et de M. Lindner, qui a réagi en suscitant une coalition bipartite de politiciens fédéraux, dont Bob Dole, Trent Lott et Newt Gingrich du côté républicain, mais aussi John Glenn et Richard Gephardt. L'enjeu est de taille: le marché européen de la banane représente des profits potentiels de un milliard par année. Les cyniques rappellent que la United Fruit Company entretenait de si bonnes relations avec la CIA dans les années 1950 que l'agence de renseignements lui a préparé un coup d'État sur mesure au Guatemala en 1954. Plus cynique encore, un observateur anonyme dit au FT: «[Les gens comme Lindner] achetaient [alors] des pays comme le Honduras et le Costa Rica; aujourd'hui, ils achètent les États-Unis.»

IDÉES

Économie québécoise

Les errements de l'Institut Fraser

L'industrie de pointe se serait-elle développée autant sans l'intervention de l'État?

PIERRE-PAUL PROULX

Professeur d'économie à l'Université de Montréal

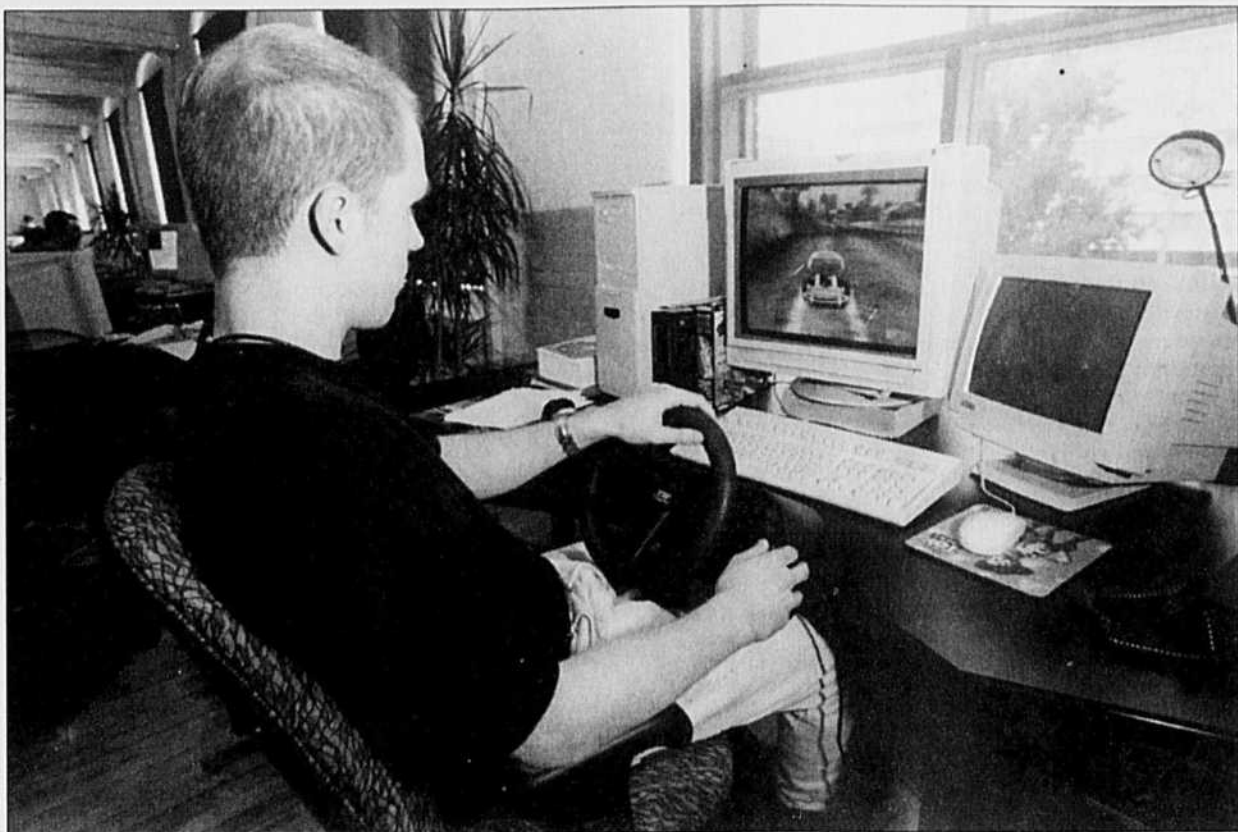
Faisons état de quelques éléments du modèle de développement que nous prônons avant d'examiner sommairement la critique récente que l'Institut Fraser a faite de la performance du gouvernement du Québec. Nous vivons maintenant dans une société et une économie informationnelle, et notre ère de capitalisme mondialisé, caractérisée par la mobilité des biens, des services, du capital et de l'information, donne lieu à des effets d'agglomération, d'où un développement inégal ainsi qu'une régionalisation et une concentration de la croissance, de l'emploi et de la richesse dans un nombre restreint de pays, de régions et de villes.

Dans le nouveau contexte, l'identité devient fondamentale car nous vivons une période caractérisée par la déstructuration et la délégitimation de nombre d'institutions, l'affaiblissement de certains mouvements sociaux majeurs et la manifestation de nombre d'expressions culturelles éphémères. La compétitivité et la productivité dépendent de plus en plus de notre capacité à générer, à traiter et à appliquer efficacement et avec flexibilité les connaissances nouvelles. Il nous faut aussi reconnaître l'importance donnée à la personnalisation, à l'interactivité, aux réseaux et à la recherche incessante d'innovations technologiques dans ce nouveau contexte.

Un État-réseau sans lequel on ne peut conserver notre culture; des activités résilieuses locales et régionales denses entre entreprises, individus et gouvernements, certains étant non médiatisés par le marché, voilà des éléments du modèle que le Québec se doit de tenter de renforcer et de développer pour favoriser les activités d'innovation, de formation, d'information et les synergies et collaborations si essentielles à sa survie comme entité politique dans un monde d'intégration économique. La métropolisation, la spécialisation accompagnée de diversification, l'information sur les marchés, les technologies et les «best practices», voilà des réalités que nous devons favoriser dans la nouvelle économie. Et il nous faut évidemment tenir compte de l'importance des industries culturelles, sportives, des loisirs et du tourisme dans notre modèle.

Dans son examen de la résorption du déficit au Québec, l'Institut Fraser conclut que la méthode québécoise se révèle à la fois encourageante et inquiétante. Il trouve encourageante la démarche vers le déficit zéro, mais s'inquiète de la façon de diminuer les dépenses.

La réforme de l'impôt des particuliers en 1997-1998 (baisse de 6 % de l'impôt et déclaration de revenu simplifiée), la réduction en 1998-99 de la taxe sur la masse salariale, les mesures fiscales dans le secteur du multimédia afin de permettre l'atteinte d'une masse critique et l'adoption de la Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire adoptée en décembre 1996, voilà des mesures qui motivent une évaluation plus élevée que celle de l'Institut pour ce volet de la politique québécoise. Un taux d'endettement qui passe de 43,8 % du PIB en 1994-95 à 43,1 % en 1998-99 et à 41,8 % en 1999-2000, une diminution de la part des revenus budgétaires consacrée au paiement des intérêts de la dette qui passe de 15,9 % en 1994-95 à 14,9 % en 1999-2000, voilà des résultats dont même un néoclassique strict devrait se réjouir. Que l'écart sur le taux de rendement des obligations du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral, de 86 points de base en moyenne entre 1990 et 1994 soit passé à 41 points de base entre janvier et septembre 1998 et que les agences Moody's et Standard and Poor's aient



La compagnie Ubisoft, spécialiste du multimédia. L'Institut est-il réellement convaincu cette industrie aurait atteint son niveau de développement actuel sans intervention gouvernementale, et ce le plus souvent comme partenaire d'entrepreneurs qui prennent l'initiative de demander son intervention?

augmenté la perspective associée à la cote du Québec, voilà des résultats qui relativisent ce qu'il faut retenir de la critique de l'Institut Fraser.

L'Institut indique que le Québec est une des provinces où l'importance relative des entreprises gouvernementales par rapport aux entreprises privées est la plus élevée. Connaître l'histoire récente de l'économie du Québec permet de comprendre le rôle essentiel qu'ont joué ces entreprises dans notre développement économique durant et après la Révolution tranquille. Le vent de privatisation, de déréglementation et d'intégration qui souffle ainsi que la proximité des États-Unis font que le Québec participe à ce mouvement. Selon notre confrère Luc Bernier de l'ENAP, la valeur des privatisations au Québec aurait été de 1,58 milliard de dollars durant la période 1986-1994. Au cours des quatre dernières années, le gouvernement a réalisé 14 transactions de privatisation qui ont rapporté plus de 1,15 milliard de dollars. L'influence de la Federal Energy Regulatory Commission se fait sentir, et Hydro se met au pas de l'Amérique du Nord.

Dans l'évaluation de la politique de main-d'œuvre et d'emploi, l'Institut parle de «corporatisme à l'européenne (nos sommets)». L'importance que nous avons donnée à la synergie, à l'acceptation largement partagée d'objectifs socioéconomiques indique que nous sommes aux antipodes du modèle de l'Institut Fraser. Il est largement accepté que le calendrier des investissements a été avancé grâce à ces sommets. Que le climat de travail au Québec soit maintenant enviable (9,1 % du total de jours-personne perdus dans des conflits de travail au Canada en 1997) témoigne de l'efficacité du modèle québécois. Que nous ayons pu échapper au déclin substantiel dans les salaires réels qui a été observé aux États-Unis témoigne aussi de l'existence d'un modèle différent et plus redistributif et équitable que celui prôné par l'Institut.

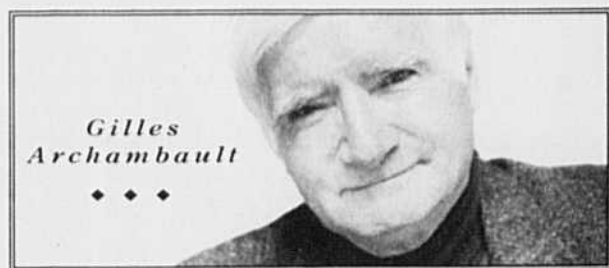
L'Institut propose au gouvernement du Québec de s'inspirer de l'Ontario dans ses efforts de décentralisation vers les municipalités. Présentement, les administrations municipales du Québec se financent à 91 % à partir de sources de revenus autonomes et à 9 % à partir de subventions gouvernementales. Après la réforme Harris, les municipalités ontariennes devront compter sur les paliers supérieurs de gouvernement pour le quart de leur financement.

L'Institut Fraser voit d'un mauvais œil les subventions aux entreprises et à la R&D.

L'Institut est-il réellement convaincu que les industries de l'aéronautique et de l'aérospatiale, des technologies de l'information et du multimédia et de la pharmacie, entre autres, auraient atteint leur niveau de développement actuel sans intervention gouvernementale, et ce le plus souvent comme partenaire d'entrepreneurs qui prennent l'initiative de demander son intervention?

Comment expliquer que le Québec a créé 23 % des emplois créés au Canada depuis un an alors que depuis 1960 sa proportion était dans les 20,3 %? Comment expliquer une hausse des investissements de 44 % depuis trois ans, celle de l'Ontario étant de 37,1 % et la moyenne canadienne s'établissant à 36,5 %? Comment expliquer des intentions d'investissement qui augmenteraient en 1998 de 11,6 %, celles en Ontario s'établissant à 2,1 %?

L'intégration économique nous impose l'obligation d'avoir un souci de tous les instants pour l'innovation, l'information, la compétitivité, la productivité et la qualité des ressources humaines. Le «faire-faire» dans la poursuite des objectifs efficaces et un rôle inévitable pour une fonction publique efficace auprès des «groupes» qui œuvrent au Québec, voilà aussi des caractéristiques du modèle québécois du prochain millénaire.



Gilles Archambault

Une certaine gêne

J'aime la nouvelle toilette de ce journal. Je me sens plus à l'aise à l'extérieur de la page éditoriale. En retrait mais tout contre. On pourrait arguer que la désignation «Idées» qui coiffe la chronique dont je suis le titulaire ne me convient pas tellement non plus.

Mais enfin, on a agrandi ma photo. Je me sens devenir important. Pourvu que je n'aie pas la grosse tête un de ces jours. Sait-on jamais avec les écrivains? Surtout les romanciers dans mon genre qui ne s'habituent jamais à l'aspect trop raisonnable de leurs succès. Ils ont beau prétendre dans des colloques n'attacher que peu d'importance à la taille modeste de leur lectorat, ils ont eux aussi soif de renommée. Sinon, pourquoi écrieraient-ils?

Je sors peu. Il est normal toutefois que lorsque je me commets à fréquenter le monde j'aie plutôt tendance à rencontrer des écrivains. J'en connais de forts charmants et leur conversation me paraît plus agréable que celui que j'aurais avec des plombiers ou des électriciens, gens sûrement admirables mais dont la conversation ne m'est pas proche pour des raisons évidentes. Je peux à peine visser une ampoule et m'imaginer savoir écrire des livres.

La dernière fois que je me suis rendu à un lancement, j'ai été happé par un essayiste. Je n'ai rien contre les essayistes. Celui-là, pas un deux de pique croyez-moi, m'a bassiné pendant une heure. Combien de fois n'ai-je pas souhaité qu'on nous interrompe pour une photo de groupe, un appel «au feu» ou un discours de l'éditeur qui nous recevait? En vain. Il causait, causait. J'opiniais de la façon la moins ennuie possible. Il parlait bas, je suis sourd comme un pot. Et puis il y avait un tel murmure ambiant que je ne saisissais qu'un mot sur les cinq qu'il prononçait de sa bouche molle et (fait-il le dire?) un peu répugnante.

La conversation me paraissait terminée lorsqu'il ajouta en guise de conclusion: «Je vous trouve bien radical. Vos prises de position dans Le Devoir...» J'étais déjà rendu un peu plus loin, me joignant par la manière forte à un trio d'universitaires discourant sur la carrière de Céline Dion. Étaient-ils pour ou contre la femme du manager que vous savez? Je l'ignore encore et m'en soucie autant que du sort réservé à mes livres chez les lecteurs.

A vrai dire, j'étais impoli. Je ne connaissais que l'un d'entre eux, qui avait jadis dit du mal de l'un de mes romans. Mais s'il fallait que j'en veuille à tous ceux qui m'ont battu froid tout au long de ma carrière littéraire qui n'en finit pas, je vieillerais en ermite. Mais me voilà-t-il pas que ce fesse-mathieu me lance, sourire de pisse-vinaigre en coin: «Comment va ton Parti québécois? J'aurais dû — c'est certain — retrouver mon essayiste. Il était seul et cherchait désespérément une proie. Son verre était vide. J'aurais pu le diriger vers le serveur qui proposait un mauvais vin (blanc ou rouge) et des amuse-gueules (insipides). Mais non. Après avoir répliqué: «Des nouvelles de Trudeau, dernièrement?», je me suis réfugié auprès d'une romancière qui, chaque fois que je la vois, me rappelle qu'elle a bien aimé mon deuxième roman. Les autres l'ont-elle déçue? Je n'ose pas lui demander. Pas très en forme ce soir-là, elle m'a demandé si j'avais sa coiffure (afreuses).

Côté de nous, on se moquait d'un historien (trop) nationaliste. Je ne prise pas tellement l'auteur incriminé, mais il me semblait qu'il y avait là une injustice. On brûlait un peu légèrement ce qu'on avait aimé naguère.

En me dirigeant vers la sortie, tout entier à la hantise que quelqu'un ne me retienne, j'ai entendu quelques bouts de phrases, donné une ou deux poignées de main. Restait l'épreuve du vestiaire. Qui n'en fut pas une. Un ami dont la présence en ces lieux était surprenante. Je n'eus pas de peine à l'entraîner dans un restaurant tout proche.

Habituellement nos conversations sont décousues. Nous éprouvons un tel plaisir à nous retrouver que nous oublions d'être exigeants. Nous passons allégrement d'un livre lu à un film raté sans oublier la maladie et la mort qui ne manquent jamais de se signaler à notre attention.

Le soir-là, nous nous sommes étendus sur un sujet particulier. Il nous semblait à tous les deux que les écrivains et les intellectuels québécois avaient bien changé en vingt ans. Beaucoup d'entre eux avaient commencé par être des zélés convaincus d'une certaine idée du Québec. Ils en étaient même lassants parfois. Intransigeants, sûrs de leur fait, comme si le Québec un jour pouvait être un phare pour un quelconque Occident.

Nous semblons vivre une autre époque. Comme s'il y avait une certaine gêne à revendiquer une appartenance québécoise. D'écrivains convaincus un peu trop naïvement parfois, ils étaient passés à un état voisin de la honte. Ils se mettaient à avoir mal au Québec. Le Canada leur apparaissait souvent comme un État à vocation internationale alors que le Québec, nous savez...

Pas tous, bien sûr. Nous en sommes convenus aisément. Nous sommes aussi tombés d'accord sur la grande misère qu'il y a à rougir (ou à blêmir, c'est selon) de ses origines. Cela tient toujours plus ou moins d'une certaine médiocrité du cœur et de l'esprit.

J'espère que nous avons raison.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères ou moins (incluant les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi, si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Même si vous utilisez le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, incluant votre numéro de téléphone.

Besoins essentiels et droits humains

Que faire pour l'élimination de la pauvreté?

Depuis l'arrivée du gouvernement péquiste à Québec, l'écart entre le seuil des besoins essentiels et le montant des prestations de la sécurité du revenu a augmenté

BILL CLENNETT

Association pour la défense des droits sociaux

Le 27 mai dernier, le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, et plusieurs autres députés de l'Assemblée nationale ont signé une formule d'engagement affirmant: «Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que les droits de l'homme deviennent une réalité partout dans le monde.» Moins d'un mois plus tard, M. Bouchard a renié cet engagement lorsqu'il a voté en faveur du projet de loi 186 sur la réforme de l'aide sociale.

Cette année est le cinquantenaire de l'adoption par les Nations unies de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La grande majorité des gens associent à juste titre ce document au progrès social accompli depuis un demi-siècle dans le domaine des droits civiques et politiques.

Il existe cependant un autre volet de droits humains tout aussi important. Il s'agit des droits sociaux, économiques et culturels. Cette partie de la Déclaration universelle des droits de l'homme est moins connue et moins valorisée, ce qui ne veut pas dire qu'elle est moins importante. En 1993, la Conférence mondiale des Nations unies a réaffirmé: «Tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, interdépendants et intimement liés...» On ne peut donc pas choisir parmi ces droits ceux qui font notre affaire et mettre les autres de côté.

C'est pourtant ce que fait le gouvernement du Québec en ce qui concerne l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cet article affirme que «toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour

les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté».

En effet, depuis 1989, la politique officielle au Québec en matière de sécurité du revenu est d'assurer que le montant des prestations accordées aux personnes considérées aptes au travail soit insuffisant pour couvrir leurs besoins essentiels. L'augmentation du recours aux organismes charitables de dépannage au cours des dernières années est une conséquence directe de ce choix politique.

La logique de ce régime, développée par des libéraux et poursuivie par les péquistes, voudrait que le manque à gagner dans la couverture des besoins essentiels soit comblé par des gains de travail. Recontrée récemment par l'ADDS à Campbell's Bay, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Mme Harel, a réitéré cette idée absurde voulant que de tels gains, hypothétiques et le plus souvent fictifs, puissent être comptabilisés dans le calcul de la couverture des besoins essentiels.

Loin d'assurer le respect du droit à un minimum vital, cette approche punitive est plutôt le garant du contraire. La carence budgétaire des centaines de milliers de personnes au Québec est clairement le résultat d'une volonté politique de bafouer les droits des pauvres.

Depuis l'arrivée du gouvernement péquiste à Québec, cet écart entre le seuil des besoins essentiels et le montant des prestations de la sécurité du revenu a augmenté, et ce malgré une période de croissance économique et ses propres critiques envers le gouvernement de Robert Bourassa justement pour avoir porté atteinte à la couverture des besoins essentiels.

Le gouvernement Bouchard a réduit les prestations de la sécurité du revenu à coups de centaines de millions de dollars jusqu'à l'abolition de la gratuité des médicaments. En

plus des coupes, les prestataires considérés comme aptes au travail se sont appauvris davantage étant donné la non-indexation de leurs très maigres prestations depuis 1993.

Avec l'adoption du projet de loi 186, le 19 juin dernier à 3h30 du matin, le gouvernement du Québec a réaffirmé cette politique de non-couverture des besoins essentiels et de non-respect des droits humains, tout en accentuant le caractère coercitif du régime de l'aide sociale. Selon l'Association pour la défense des droits sociaux (ADDS), une société riche comme la nôtre a suffisamment de ressources pour assurer la couverture des besoins essentiels de toute sa population et ainsi respecter ses engagements internationaux en matière de droits humains.

La campagne électorale qui bat son plein va déterminer qui va gouverner le Québec au cours des quatre prochaines années pour l'élimination de la pauvreté. Lors de cette campagne électorale, l'ADDS demande aux partis politiques de se prononcer clairement sur la question de la couverture des besoins essentiels. Jean Charest a accepté de rencontrer l'ADDS, mais il a refusé de répondre à la question. Quant à M. Bouchard, l'ADDS est toujours dans l'attente de sa réponse.

Il est totalement inacceptable qu'à la veille du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme les partis politiques qui voudraient conduire le Québec au prochain millénaire n'aient pas la franchise et le courage de donner l'heure juste à la population concernant ses droits.

Ce n'est pas trop demander que les personnes à faible revenu du Québec puissent savoir, avant d'aller voter, si oui ou non les différents partis politiques croient que tout le monde a droit à trois repas par jour, à un toit au-dessus de leur tête ainsi qu'à toutes les autres nécessités de la vie.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapiere (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Yves d'Avignon (pupitre); Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Franceur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice), Serge Truffaut (questions urbaines); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relateurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre, danse), Paul Cauchon (médias), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Brian Myler (cinéma); Jean-Pierre Legault, Clément Trudel (musique); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dutrisc, Benoît Munger, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste); Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cornélière (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec); Michel Venne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); Marie-Hélène Alarie (secrétaire de la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (communis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec); Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Martine Dube (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlène Côté, Louane Lavoie, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruellan (publicitaires); Manon Blanchette-Turcotte, Geneviève Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnement, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bedard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Christian Goulet, Marie-Josée Hudon, Christian Vien, Olivier Zaida; SERVICE À LA CLIENTÈLE Johanne Briën (responsable), Evelyn Labonté (responsable à la promotion des abonnés), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne; L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furvy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lalieu, Danielle Nantel (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross; LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

35^e anniversaire de la mort de Kennedy

Une poignée de curieux à Dallas

SUSAN MONTOYA
ASSOCIATED PRESS

Dallas — Il y avait 35 ans hier était assassiné à Dallas John Fitzgerald Kennedy. A une époque, tous les Américains étaient capables de décrire le moment où ils avaient appris la mort de l'ancien président américain. Mais hier, aucun événement particulier ne devait marquer cette date anniversaire.

Pourtant, un quart de siècle plus tard, l'anniversaire de sa mort avait été marqué par l'ouverture d'un musée sur le lieu même d'où avaient été tirés les coups de feu. Lors du 30^e anniversaire, le site de l'assassinat avait même été classé.

Hier, l'anniversaire de la mort de John Kennedy ne devait donner lieu à aucune cérémonie particulière, selon Bob Porter, directeur des événements publics du Sixth Floor Museum à Dallas. Tout juste attendait-on une poignée de curieux venus en pèlerinage sur les lieux du drame. Une attitude bien compréhensible, selon Bob Porter, étant donné le faible nombre d'Américains encore assez âgés pour avoir vécu les événements du 22 novembre 1963.

Sur les quelque 265 millions d'Américains, environ la moitié d'entre eux n'étaient même pas nés à cette époque. Ils n'ont donc pas vécu le choc de l'assassinat et le deuil qui a frappé les États-Unis dans les jours suivants.

La plupart des Américains seraient-ils devenus indifférents à l'assassinat de JFK ?

Il s'agit peut-être surtout d'un problème de respect, à en croire David Farber, auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire politique américaine et professeur d'histoire à l'Université de Columbia.

« Je me demande si toutes les révélations sur le comportement sordide de Kennedy à la Maison-Blanche — sur ses liaisons — ont quelque chose à voir avec cela », souligne-t-il. « Je pense que la comparaison entre Clinton et Kennedy n'est favorable ni à l'un ni à l'autre, et les gens ont peut-être perdu une partie de leur respect pour Kennedy. »

Et d'expliquer que l'ancien président américain, élu à la Maison-Blanche de justesse en 1960, n'était pas aussi populaire à l'époque que les Américains le pensent souvent. La légende qui s'est créée autour de Kennedy devait en fait beaucoup, selon lui, à cet événement inimaginable; l'assassinat d'un président américain.

Manquait également pour ce 35^e anniversaire quelque chose d'important: la présence de Jackie Kennedy, décédée en 1994, qui avait beaucoup fait pour garder vivant le souvenir de son mari dans la mémoire nationale.

Mais si les commémorations se sont faites moins ferventes avec les années, la passion de ceux qui ont vécu l'événement reste intacte.

Jean Hill, qui avait 32 ans en 1963, se souvient encore de l'endroit exact où elle se trouvait au moment du tir fatal. « Ce jour est si vivant et je l'ai revécue tellement de nuits dans ma tête comme un enregistrement et cet enregistrement n'a jamais varié », explique-t-elle. Mme Hill a d'ailleurs joué le rôle de conseiller technique pour le film de Oliver Stone « JFK ».

« Vous hésitez à dire que vous étiez de Dallas », se souvient M. Porter, à l'époque journaliste au Dallas Times Herald. « Vous craigniez que les gens disent « oh, c'est là où vous tuez des présidents ». » Aujourd'hui, ajoute-t-il, Dallas est surtout célèbre pour la série télévisée du même nom et les tribulations de la famille Ewing.

Enquête publique

(PC) — Le président du Bureau de la sécurité des transports, Benoît Bouchard, a laissé entendre en fin de semaine qu'une enquête publique sur l'accident de la Swissair pourrait être ouverte. M. Bouchard qui participait à l'assemblée annuelle de la Corporation nationale des pilotes professionnels, à Montréal, a précisé qu'il serait fort possible d'ouvrir cette enquête, puisque plusieurs pays et compagnies sont impliqués et que la tragédie a fait 228 morts. Selon Benoît Bouchard, cette enquête ne durerait pas plus qu'une semaine et porterait sur l'aspect technique de l'accident.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledevoir.com
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 9858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SONDAGE

SUITE DE LA PAGE 1

celui des électeurs des autres régions du Québec. Les variables mises en lumière selon l'âge, la scolarité, le sexe et le revenu, coïncident avec les mêmes alliances politiques.

Dans la circonscription de Sherbrooke comme dans celle de Jonquière, le PLQ compte plus d'appuis chez les gens âgés de 55 ans et plus, les personnes de scolarité primaire et les faibles revenus. L'ADQ de Mario Dumont est beaucoup plus populaire chez les jeunes de 18 à 34 ans qu'au-delà des autres catégories d'âge. C'est vrai également pour le candidat indépendant Michel Chartrand dans Jonquière. Tout comme son chef dans Jonquière, la candidate péquiste de Sherbrooke, Marie Malavoy, compte plus d'appuis chez les 35-54 ans et chez les hommes davantage que chez les femmes.

De l'avis de Jean Noisieux, président de Sondagem et directeur de la recherche, il est improbable que Jean Charest soit défait par Marie Malavoy. Mais il lui paraît évident que le passage du chef conservateur sur la scène provinciale a été mal perçu par les électeurs de Sherbrooke. Quant à l'appui important dont jouit Michel Chartrand dans Jonquière, il l'associe à un témoignage de reconnaissance, un mouvement de solidarité syndicale dans une région où le chômage est élevé. Les difficultés que les libéraux connaissent dans ces deux circonscriptions apparaissent au président de Sondagem comme de nouveaux in-

dices de la défaite que le PQ s'apprête à infliger au PLQ.

C'est à l'occasion d'une élection partielle, le 19 février 1996, que le premier ministre Bouchard s'était fait élire député de Jonquière, cela par une majorité de 24 416 voix. Cette fois-ci, la candidate libérale qui l'affronte, Ghylaine Caron, était jusqu'à tout récemment d'allégeance péquiste et elle fait campagne sur le maintien de la vocation de l'hôpital de Jonquière. Pendant ce temps, Michel Chartrand

Méthode

Les deux sondages publiés aujourd'hui ont été réalisés dans les circonscriptions de Sherbrooke et Jonquière pour le compte des postes du réseau Radio-Média, CHLT et CKRS, ainsi que le quotidien *Le Devoir* et la station radiophonique CKAC.

Les entrevues ont été effectuées par Sondagem inc. à partir de son central téléphonique de Montréal du 18 au 21 novembre 1998. Avec des taux de réponse respectifs de 67,3 % et de 66,6 %, il a été possible d'effectuer 504 entrevues à Sherbrooke et 502 à Jonquière.

En retenant un intervalle de confiance de 95 %, la marge d'erreur statistique maximale pour chacun de ces deux sondages est de plus ou moins 4,5 %, 19 fois sur 20.

Jean Noisieux,
Directeur de la recherche

connaît des succès de foules, attirant des centaines de partisans à ses assemblées publiques. En contrepartie à l'objectif du déficit zéro du gouvernement qu'il conteste, il fait la promotion de la pauvreté zéro.

Dans Sherbrooke, la performance de Marie Malavoy n'est pas moins étonnante. Cette ex-doyenne de la faculté des arts de l'Université de Sherbrooke s'était fait élire en 1994 par la faible majorité de 1391 voix. Elle a connu les plus humiliantes mésaventures de la démocratie, se faisant expulser du conseil des ministres par Jacques Parizeau, pour avoir voté illégalement. Le printemps dernier, Lucien Bouchard l'a complètement ignorée dans la confection de son remaniement ministériel.

Il faut bien savoir que son adversaire libéral, Jean Charest, n'est pas un parachuté dans la circonscription de Sherbrooke, qu'il a représentée à la Chambre des communes de 1984 à 1998, l'emportant même par une majorité de 8000 voix aux élections fédérales de 1993.

L'autre côté de la médaille est plus reluisant et porteur d'espoir pour Marie Malavoy et le PQ. Lors du référendum de 1995, 53 % des électeurs de Sherbrooke ont voté Oui. Et en 1992, ils avaient rejeté l'entente constitutionnelle de Charlottetown. Et surtout, lors de la partielle qui a comblé le siège laissé vacant par Jean Charest à la Chambre des communes, c'est le Bloc québécois qui a remporté la victoire. Le candidat du Parti conservateur n'a obtenu que 6 % des voix.

LEPAGE
«Très en deçà
des précédents spectacles»

SUITE DE LA PAGE 1

te et du philosophe, s'agglutinent des disciples prêts à tout pour imiter le maître. Lepage évoque aussi bien la révolution russe, la crise de 1929, le fascisme, que les grottes de Lascaux. Pour seuls guides dans le siècle, on a l'épouse de l'architecte, interprétée par Marie Brassard, et une table à dessin qui devient tour à tour piano, lit, machine à écrire, etc.

Pendant 2h30, le metteur en scène tourne les pages d'un véritable manuel d'initiation à l'architecture. On s'instruit, on apprécie la gymnastique intellectuelle, on admire la beauté plastique des tableaux, mais tout cela dépasse rarement l'illustration.

Bien sûr, il suffit à Robert Lepage d'empiler des verres et des assiettes pour recréer la tour Johnson Wax de Chicago, de faire tourner un acrobate au bout d'une corde ou descendre un panneau incliné pour évoquer la spirale et les murs obliques du musée Guggenheim de New York. L'auteur multiplie les clins d'œil. Mais, on est là à guetter les prouesses techniques, d'ailleurs moins nombreuses que d'habitude, sans jamais être ému ni conquis. Même Belzébuth, ce démon nu avec de petites cornes, fort bien interprété par Marco Poulin, ne parvient pas à faire lever la pâte.

Certaines parties de la pièce ne sont pas dénuées d'intérêt. Robert Lepage déclarait récemment à *L'Express* qu'« au Québec, où l'écriture théâtrale n'a pas de passé, nous ne savons pas écrire ». Est-ce pour cela que les parties dansées, les fameuses danses mathématiques (sortes de rap préhistorique), comptent parmi les plus beaux moments? Peut-être auraient-elles dû donner plus d'unité à la pièce.

On aura beau dire que ce patchwork est en pleine élaboration, comme le sont toujours les créations collectives de Lepage, on ne comprend jamais vraiment quel est le rapport entre Wright et Gurdjieff, sinon qu'ils sont des gourous et tentent de résumer le monde en quelques formules. C'est peu. Et puis, comment juger de comédiens qui ont si peu d'espace pour exister?

Malgré une belle couverture — Lepage est une vedette à Paris comme ailleurs — la presse française est elle aussi restée plutôt froide. *Le Nouvel Observateur* trouvait la pièce « très en deçà des précédents spectacles de Lepage ». Quant aux *Inrockuptibles*, ils soulignaient la difficulté « de s'attacher aux personnalités des deux célébrités par trop figées [...] ». Les épisodes passent agréablement, sans plus.

Non, le miracle ne s'est pas produit. Cette fois, Robert Lepage est tombé du trapèze.

L'élection du temple
sikh se déroule
dans le calme

Vancouver (PC) — Une élection pour choisir les dirigeants d'un temple sikh s'est déroulée hier dans le calme, et la flambée de violence redoutée entre les orthodoxes et les modérés n'a pas eu lieu.

Des milliers de Sikhs ont voté hier afin d'élire le comité qui dirigera le temple d'Abbotsford, municipalité située à 80 kilomètres à l'est de Vancouver.

« Les gens sont très heureux de voter et tout est calme », a déclaré Narinder Shoker, qui servait un repas communautaire au temple après le service religieux dominical, pendant que le scrutin ordonné par le tribunal se poursuivait au centre de congrès local.

Au cours des derniers mois, les policiers avaient été appelés à plusieurs reprises aux temples d'Abbotsford et de Vancouver, afin de calmer des affrontements entre les deux factions. Les modérés et les fondamentalistes de plusieurs temples de la région de Vancouver étaient divisés notamment sur l'utilisation de chaises et de tables pour le repas traditionnel suivant le service religieux.

Mercredi dernier, l'éditeur d'un journal sikh réputé a été abattu dans le garage situé à l'extérieur de sa maison. Selon la police, il s'agit d'un assassinat.

Tara Singh Hayer, âgé de 64 ans, n'hésitait pas à critiquer les militants séparatistes sikhs qui réclament un territoire autonome en Inde, et s'opposent publiquement à l'ordre du grand-prêtre de retirer les chaises et les tables de la salle du temple où les fidèles prennent leur repas.

M. Hayer, qui était confiné à un fauteuil roulant après avoir survécu à une tentative d'assassinat il y a 10 ans, avait fait l'objet de menaces récemment. Sa famille et ses amis ont immédiatement attribué sa mort aux fondamentalistes, bien que la police ne soit pas venue à la même conclusion.

Le service de police d'Abbotsford avait posté cinq agents près du centre de congrès, et un détachement spécial patrouillait le secteur.



Des partisans ont offert hier au chef libéral, de passage à Saint-Jérôme, sa propre caricature.

RELANCE

SUITE DE LA PAGE 1

Pour remplacer le ministère de la Métropole, le Parti libéral veut donc créer sa propre « commission » de développement. Le ministre péquiste Serge Ménard avait jonglé avec cette idée pendant plusieurs mois avant que son remplaçant Robert Perreault ne laisse tomber l'initiative. Les péquistes songeaient à un organisme consultatif, alors que les libéraux veulent une structure décisionnelle qui serait mise sur pied par un comité ministériel six mois après l'élection d'un gouvernement libéral.

Cette « organisation métropolitaine », telle que décrite par le programme libéral, serait formée d'élus municipaux. Elle s'occuperait de promotion économique, de transport et d'aménagement du territoire. Six mois après sa formation, donc un an après l'élection des libéraux, l'organisme devrait accoucher d'un plan intégré de transport et de renouvellement des infrastructures.

En outre, l'organisme libéral devrait adopter des plans de redressement économique pour la grande région montréalaise et des finances publiques de la ville de Montréal.

La ne s'arrête pas les visées des libéraux afin d'assurer la croissance de Montréal. Le PLQ de Jean Charest veut développer le secteur tertiaire de la métropole en retenant ainsi les travailleurs stratégiques et en y attirant les étrangers. Il pense aussi modifier la perception des décideurs étrangers sur Montréal en mettant fin à « l'obsession référendaire » et en mettant en place son plan de croissance.

Come le PQ, le PLQ croit en l'avenir des centres d'appel et de télémarketing à Montréal, en plus de ses compétences dans le domaine du multimédia. Mais il faut faire plus, ajoute le plan libéral.

« Le gouvernement mobilisera le ministère de l'Éducation, peut-on lire à la page 91, afin de créer rapidement des programmes de formation au niveau collégial et universitaire en collaboration avec les principaux intervenants en tenant compte des besoins du milieu. Le gouvernement appuiera la formation d'un incubateur industriel axé sur le multimédia. »

Dans le domaine des transports dans la grande région montréalaise, les libéraux ne disent rien sur le prolongement du métro à Laval ou de l'autoroute 30 dans l'ouest,

mais ils veulent favoriser la construction de routes par l'utilisation de partenariats public-privé-travailleurs. L'idée est de faire de Montréal une ville incontournable en Amérique du Nord pour le transport des marchandises.

Le programme libéral aborde également les dossiers, non évoqués jusqu'ici en campagne électorale, de l'immigration et de la justice. Dans le premier cas, la mesure proposée la plus controversée est de faire participer les municipalités, les entreprises et les ONG (organismes non gouvernementaux) à la sélection des immigrants. En échange, ces groupes devraient toutefois s'engager fermement à « s'occuper de l'intégration des immigrants » qu'ils auraient sélectionnés.

En outre, les libéraux souhaitent maintenir les COFI (Centres d'orientation et de formation aux immigrants) que le gouvernement Bouchard veut dissoudre. Le PLQ veut transformer ces organismes en portes d'entrée aux services gouvernementaux et non gouvernementaux.

Pour ce qui est de la justice, la formation de Jean Charest veut la rendre plus accessible. Ainsi, le PLQ s'engage à revoir les règles d'admissibilité à l'aide juridique de manière à assurer une plus grande équité. Un gouvernement libéral veut également hausser le plafond des causes soumises à la Cour des petites créances à au moins 5000 \$.

Et le PLQ modifierait le régime de versement automatique des pensions alimentaires, qui a connu plusieurs ratés sous le gouvernement Bouchard, en ne le rendant effectif que sur demande de l'ex-conjointe. Dans le domaine linguistique, le Parti libéral ne prend pas d'engagements fermes, malgré le fait que le chef, Jean Charest, ait déjà parlé d'abolir la Commission de protection de la langue française. Le PLQ promet simplement de préserver « l'équilibre linguistique ». Enfin, dans le dossier autochtone, les libéraux veulent établir une politique en collaboration avec les représentants des Premières Nations. Le PLQ veut, notamment, réviser les traités actuels avec le gouvernement fédéral. Optimistes, les libéraux pensent aussi régler le dossier des revendications territoriales des autochtones, conserver et promouvoir la culture autochtone, assurer un développement économique durable à ces communautés tout en proposant une plus grande participation des Premières Nations aux institutions politiques québécoises.